

**Assemblée générale**

Distr. limitée
2 juin 2000
Français
Original: anglais

**Comité préparatoire de la session extraordinaire
de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre
des résultats du Sommet mondial pour le développement
social et à l'examen de nouvelles initiatives****Deuxième session**

3-14 avril 2000

Point 2 b) de l'ordre du jour

**Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Sommet mondial pour le développement social
et au-delà : le développement social pour tous à l'heure
de la mondialisation » : examen du projet de document
final de la session extraordinaire**

**Résultat proposé : texte révisé soumis par le Président
du Comité préparatoire**

Le texte proposé par le Président se divise en
trois parties :

Première partie	Déclaration politique
Deuxième partie	Examen et évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social
Troisième partie	Interventions et initiatives nouvelles visant à donner suite aux engagements pris lors du Sommet

On trouvera ci-après la troisième partie.

**Troisième partie
Interventions et initiatives
nouvelles visant à donner
suite aux engagements pris
lors du Sommet**

1. Les gouvernements devraient adopter une approche intégrée afin que les décisions qu'ils prennent dans tous les domaines tiennent compte des objectifs de développement social. À cet égard, l'Assemblée générale, réunie en session extraordinaire, recommande de prendre les mesures ci-après aux niveaux local, national, régional et international afin de donner suite aux 10 engagements pris lors du Sommet, tels qu'ils figurent dans le rapport du Sommet mondial pour le développement social.

Engagement 1
Créer un environnement économique,
politique, social, culturel et juridique
qui permette à toutes les communautés
humaines de parvenir au
développement social :

Note : Le Groupe des 77 propose d'ajouter un paragraphe 1 bis ainsi libellé :

[1 bis. Lorsqu'ils conçoivent et mettent en oeuvre leurs politiques de développement, les gouvernements devraient veiller à ce que l'individu soit placé au centre du développement. En conséquence, il faut que les citoyens aient le droit et la capacité de participer pleinement à la vie économique, politique et sociale de leur pays. La paix et la sécurité et le respect intégral de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit au développement [ainsi que les diverses valeurs éthiques et religieuses et spécificités culturelles – Le Groupe des 77, l'Union européenne et la Turquie proposent de supprimer] sont également des conditions *sine qua non* du développement social.]

[2. Renouveler leur engagement en faveur de [l'exercice efficace et démocratique du pouvoir aux échelons national et local/la démocratie et l'existence d'institutions nationales et locales efficaces – Groupe des 77] [l'existence d'institutions nationales et locales démocratiques, efficaces, transparentes et responsables – Union européenne] pour répondre aux besoins de la population, en se fondant sur des institutions nationales et locales qui permettent à la population de participer activement à la prise des décisions au sujet des priorités, des politiques et des stratégies, et en faveur d'un service public qui aspire aux normes les plus hautes d'efficacité, de transparence et de responsabilité.]

[3. Réaffirmer le rôle essentiel qui incombe aux pouvoirs publics pour promouvoir un développement durable social et axé sur l'individu par des interventions tendant à développer et à préserver le renforcement de l'égalité et de l'équité; des marchés qui fonctionnent efficacement, dans le respect d'un ensemble de valeurs morales; les politiques d'élimination de la pauvreté et d'expansion de l'emploi productif; l'accès universel et équitable aux services sociaux de base; la protection sociale et l'accès sur la base du principe de [l'équité]

[l'égalité] aux autres biens d'utilité publique, et un soutien en faveur des groupes désavantagés et vulnérables.]

[4. Renforcer la paix, la sécurité, la stabilité et [le plein respect de – Union européenne] [la promotion et la protection de – Saint-Siège] tous les droits de l'homme et libertés fondamentales][, y compris le droit au développement, – L'Union européenne propose de supprimer] notamment en contribuant à répandre [une culture de paix et – L'Union européenne propose de supprimer] la tolérance, la non-violence et le respect de la diversité, et en réglant les différends par des moyens pacifiques.]

Note : La présidence propose de faire référence aux droits de l'homme au paragraphe 1 bis et d'intégrer la partie concernant le règlement des différends par des moyens pacifiques dans la déclaration politique; l'Union européenne propose d'intégrer les paragraphes 3 et 4, tels que modifiés, dans la déclaration politique; les États-Unis suggèrent d'intégrer la deuxième partie du paragraphe 2 dans la déclaration politique; le Groupe des 77 propose de supprimer le paragraphe 4.

[5. Réaffirmer, promouvoir et ne ménager aucun effort pour garantir l'exercice des droits consacrés par les déclarations et instruments internationaux pertinents, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Déclaration sur le droit au développement, y compris ceux concernant l'éducation, l'alimentation, le logement, l'emploi, la santé et l'information, afin en particulier d'aider ceux qui vivent dans la pauvreté et de garantir le renforcement des institutions [nationales – L'Union européenne propose de supprimer] qui sont chargées de leur application.]

[5 bis. Engager la communauté internationale à tout faire pour contribuer à alléger le fardeau insoutenable de la dette des pays en développement et d'appuyer ainsi les efforts déployés par les gouvernements de ces pays pour assurer le plein exercice des droits économiques, sociaux et culturels de la population. – Norvège]

Note : L'Union européenne et le Japon proposent de déplacer le paragraphe 5 bis à l'engagement 9; le Groupe des 77, la Norvège et le Canada proposent de le maintenir à l'engagement 1.

[6. Renforcer la cohérence entre les politiques économiques et sociales [et les politiques de protection de l'environnement – le Groupe des 77 propose de supprimer] par les moyens suivants :]

[a) Promouvoir l'examen intégré et simultané des objectifs économiques [, environnementaux – États-Unis, Norvège, Union européenne] et sociaux dans la formulation des politiques, en tenant compte à tout moment des répercussions des politiques [sociales, – Union européenne] économiques et financières sur l'emploi [et les modes de subsistance durables – Canada, Groupe des 77, Norvège, Union européenne], la pauvreté et le développement social;]

[b) Veiller à ce que l'aide procurée par les organisations du système multilatéral [encourage] [appuie les efforts déployés par les pays pour adopter – Groupe des 77] une approche intégrée [de la politique] [des politiques – Groupe des 77] économique(s) [environnementale(s) – États-Unis] et sociale(s) à l'échelon national;]

Note : L'Union européenne propose de déplacer les alinéas 6 a) et 6 b) pour les intégrer dans la déclaration politique.

c) Instaurer des mécanismes d'évaluation ex ante et de suivi continu des répercussions sociales des politiques économiques aux niveaux international et national, en accordant une attention particulière à la formulation de politiques macroéconomiques pour agir en cas de crise financière et à la conception de programmes de réforme économique;

Note : L'Union européenne propose de déplacer l'alinéa c) à l'engagement 8 (en tant que paragraphe 102 bis).

d) [Compte tenu des coûts économiques et sociaux du chômage et de la pauvreté, – Nouvelle-Zélande] définir et utiliser à l'échelon national de nouveaux critères d'évaluation de la productivité et de l'efficacité afin de déterminer des lignes directrices.]

[7. [Recommander au Conseil économique et social [Convenir – États-Unis] de créer un groupe d'experts chargé de définir des lignes directrices qui intègrent les buts du Sommet social [élimination de la pauvreté, [équité – les États-Unis proposent de supprimer], plein emploi et [inclusion] [intégration sociale – États-Unis]], dans toutes les politiques so-

ciales et économiques des gouvernements, des institutions financières internationales et autres institutions internationales compétentes. À cet égard, prier le Secrétaire général de se fonder sur les conseils des experts pour rédiger des propositions en collaboration avec les institutions internationales compétentes, notamment les institutions de Bretton Woods.]]

8. Renforcer les moyens dont les pays en développement et les pays en transition disposent pour lever les obstacles qui entravent leur participation à une économie de plus en plus mondialisée par les moyens suivants :

a) Stimuler et renforcer le processus d'industrialisation dans les pays en développement;

[b) Faciliter le transfert aux pays en développement et aux pays en transition [des ressources financières et autres – Les États-Unis et l'Union européenne proposent de supprimer] de la technologie, des connaissances et de l'information appropriées, des possibilités d'accès, par le biais de l'aide internationale, du financement du développement, de l'investissement et de la coopération technique, afin de compléter les efforts nationaux faits par les gouvernements en vue notamment de renforcer les capacités;]

[c) Élargir et améliorer l'accès des produits des pays en développement et des pays en transition aux marchés internationaux grâce à la réduction négociée des obstacles tarifaires conformément au système commercial multilatéral et à l'élimination des obstacles non tarifaires et autres mesures protectionnistes qui entravent [de façon injustifiée – Le Japon, l'Union européenne et les États-Unis proposent de supprimer] le commerce des pays en développement et des pays en transition;]

d) Parvenir, conformément à la réglementation commerciale multilatérale en vigueur, à une plus grande universalité du système du commerce international et accélérer le processus dans le sens de l'accès à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) des pays en développement et des pays en transition;

e) Procurer une assistance technique aux pays en développement et aux pays en transition au niveau bilatéral et sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la CNUCED, du Centre du commerce international (CCI) et d'autres entités

pour renforcer leurs capacités et leur donner les moyens d'avoir des relations commerciales et de participer effectivement aux instances économiques internationales et aux négociations commerciales internationales, y compris le mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

[9. [Continuer à – États-Unis] S'abstenir de prendre des mesures unilatérales non conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies et créant des obstacles aux relations commerciales entre les États [et compromettant gravement la réalisation des objectifs du développement social] [et entravant la pleine réalisation du développement économique et social. – États-Unis]

Note : L'Union européenne propose de supprimer le paragraphe 9; le Groupe des 77 propose de remplacer le paragraphe 9 par le texte suivant :

[9. Cesser et s'abstenir de prendre des mesures unilatérales non conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies qui empêchent les habitants des pays touchés, en particulier les femmes et les enfants, de parvenir au développement économique et social, qui compromettent leur bien-être et qui font obstacle au plein exercice des droits fondamentaux, y compris le droit d'avoir un niveau de vie permettant de se maintenir en santé et de mener une vie décente et le droit de se nourrir convenablement ainsi que d'avoir accès à des soins médicaux et à des services sociaux de base. L'Assemblée générale réaffirme que l'alimentation et la médecine ne doivent pas servir de moyens de pressions politiques. – Groupe des 77]

[10. Réduire les répercussions négatives des turbulences financières internationales sur le développement social [et économique – Saint-Siège] [, notamment, en – Groupe des 77] [en adoptant des politiques telles que les suivantes – États-Unis] :]

[a) Prendre de meilleures mesures pour remédier à l'instabilité excessive des flux de capitaux [internationaux – Groupe des 77] à court terme [y compris l'adoption d'un moratoire temporaire sur la dette afin que les pays disposent d'une marge de manoeuvre suffisante pour négocier dans de bonnes conditions avec les bailleurs de fonds – Canada et Groupe des 77] [,notamment l'amélioration par les institutions financières internationales et les banques internationales de la transparence de leurs opérations – Groupe des 77];]

Note : L'Union européenne, le Japon et les États-Unis proposent de remplacer l'alinéa 10 a) par le texte suivant :

[a) Envisager d'améliorer les mesures préventives visant à remédier à l'instabilité excessive des flux de capitaux à court terme;]

Note : Le Groupe des 77 propose de remplacer l'alinéa 10 a) par le texte suivant :

[a) Améliorer les mesures préventives visant à remédier à l'instabilité excessive des flux de capitaux à court terme, y compris l'adoption d'un moratoire temporaire sur la dette afin que les pays puissent négocier avec les bailleurs de fonds dans de bonnes conditions et l'amélioration par les institutions financières internationales et les banques internationales de la transparence de leurs opérations;]

[b) Établir des dispositifs de réglementation ou renforcer et appliquer les dispositifs existants pour assurer le suivi des opérations financières [, notamment, – Nouvelle-Zélande] [pour réduire les répercussions négatives de la spéculation financière – les États-Unis et l'Union européenne proposent de supprimer] [et renforcer la transparence des flux financiers – République de Corée] aux niveaux national et international;]

[b (ter) – Japon, Saint-Siège] Renforcer la capacité des institutions aux niveaux national et international d'améliorer la transparence des flux financiers;]

Note : L'Union européenne propose d'ajouter un alinéa 10 b) libellé comme suit :

[b bis) Au niveau régional, établir des mécanismes intergouvernementaux de coordination des politiques économiques, financières et sociales pour améliorer la stabilité économique, ou renforcer les mécanismes existants.]

c) Fournir une aide aux pays en développement et aux pays en transition pour renforcer leurs marchés financiers intérieurs et assurer qu'ils soient correctement réglementés;

Note : L'Union européenne propose d'ajouter un alinéa 10 c) libellé comme suit :

[c bis) [Prendre de meilleures mesures préventives] [Améliorer les mesures préventives – Fédéra-

tion de Russie] pour protéger les services d'éducation de base, les services sanitaires et autres services sociaux de base dans le cadre des politiques et programmes adoptés par les pays pour faire face à la crise financière internationale;]

[d) Prendre des mesures pour renforcer les institutions et les mécanismes consultatifs pour la formulation de la politique économique, notamment en améliorant la transparence et [, si nécessaire, – Saint-Siège] la consultation avec les acteurs de la société civile [intéressés par les capitaux et la finance – Groupe des 77; l'Union européenne propose de supprimer];]

e) Encourager les institutions financières internationales et les autres mécanismes connexes à faire preuve de vigilance en ce qui concerne les crises financières susceptibles de se produire et aider les pays à développer les moyens à leur disposition pour enrayer et atténuer les crises de manière à permettre une réaction efficace en temps opportun.

11. Recommander au Forum intergouvernemental international de haut niveau sur le financement du développement, qui se réunira en 2001, d'examiner la question de la mobilisation des ressources nationales et internationales pour le développement social aux fins de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Copenhague.

Note : Le Japon, le Groupe des 77 et l'Union européenne proposent de déplacer le paragraphe 11 à l'engagement 9.

[13. Renforcer la participation des pays en développement [et des pays en transition – Union européenne, Fédération de Russie, Ukraine] au processus international de prise de décisions en matière économique en les associant plus étroitement aux activités des organes économiques internationaux, tout en appliquant les principes convenus de bonne gouvernance, de transparence et de responsabilité aux institutions financières internationales pour veiller à ce qu'elles privilégient le développement social dans leurs politiques et programmes.]

Note : Le Groupe des 77 propose de remplacer le paragraphe 13 par le texte suivant :

[13. Veiller à ce que les pays en développement et les pays en transition participent pleinement et efficacement au processus de prise de décisions des institutions financières internationales, grâce à la ré-

forme et à la démocratisation de ces institutions, tout en assurant la transparence et la responsabilité dans leur gestion et dans leur fonctionnement. – Groupe des 77]

14. Renforcer la coopération pour le développement afin d'augmenter le potentiel productif des habitants des pays en développement et de développer les moyens dont le secteur privé notamment dispose pour pratiquer plus efficacement la concurrence sur le marché mondial, le but étant de créer la base nécessaire pour générer davantage de ressources pour le développement social.

[15. Remédier d'urgence aux problèmes d'endettement et de service de la dette qui continuent à peser sur les pays en développement endettés et qui nuisent à leurs efforts de développement et à leur croissance économique, et alléger le poids écrasant de la dette et de son service que représentent les divers types d'endettement de nombreux pays en développement suivant une méthode efficace, équitable, axée vers le développement et durable et, lorsqu'il convient, traiter en priorité le problème de la totalité de l'encours de la dette des pays en développement les plus pauvres et les plus endettés – Groupe des 77] [dans le cadre international actuel – Japon].]

Note : Les États-Unis proposent de remplacer le paragraphe 15 par le texte suivant :

[15. Reconnaître que des solutions efficaces, équitables, axées vers le développement et durables des problèmes de l'endettement extérieur et du service de la dette des pays en développement peuvent contribuer pour beaucoup au renforcement de l'économie mondiale et aux efforts déployés par les pays en développement pour parvenir à une croissance économique soutenue dans le contexte du développement durable, et répondre d'urgence à la nécessité d'alléger de manière plus rapide, plus large et plus complète la dette des pays pauvres très endettés qui appliquent des politiques saines et qui donnent la preuve de leur volonté de réformer et d'atténuer la pauvreté. – États-Unis]

Note : L'Union européenne propose de remplacer le paragraphe 15 par le texte suivant :

[15. Reconnaître que des solutions efficaces, équitables, axées vers le développement et durables des problèmes de l'endettement extérieur et du service

de la dette des pays en développement peuvent contribuer aux efforts déployés par ces pays pour parvenir au développement durable, et continuer à répondre à la nécessité d'alléger de manière plus rapide, plus large et plus complète la dette des pays pauvres très endettés [qui appliquent des politiques saines et qui donnent la preuve de leur volonté de réformer et d'éliminer la pauvreté] [soulignant la nécessité de veiller à ce que [Suisse, nouveau] des ressources soient mobilisées pour financer intégralement l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés à long terme et à ce que les économies ainsi réalisées servent directement à éliminer la pauvreté et à promouvoir le développement social – Norvège].]

[16. Encourager la responsabilité sociale des entreprises par les moyens suivants :]

[a) Établir un cadre de politique économique et sociale qui soit juste et stable [États-Unis – prévisible] et [Union européenne – sans objet en français] qui soutienne, encourage et développe l'initiative privée;]

[b) Renforcer et conclure des partenariats avec les entreprises, les syndicats et les organisations non gouvernementales;]

[c) Préconiser la mise au point de lignes directrices plus complètes qui encouragent les entreprises à faire preuve d'esprit civique et à entreprendre des activités à l'appui des objectifs du Sommet et du Pacte mondial du Secrétaire général;]

Note : L'Union européenne, les États-Unis et le Canada proposent de fusionner les alinéas b) et c) du paragraphe 16 comme suit :

[b) Renforcer et conclure des partenariats avec les entreprises, les syndicats et les groupes de la société civile à l'appui des objectifs du Sommet et du Pacte mondial du Secrétaire général;]

Note : Les États-Unis et le Canada proposent d'ajouter un nouvel alinéa d) au paragraphe 16 dont le texte serait le suivant :

[d) Sensibiliser davantage les entreprises à l'interdépendance qui existe entre le développement social et la croissance économique durable.]

[17. Reconnaître la nécessité d'une initiative à l'échelle du système pour élaborer des lignes directrices qui encouragent la responsabilité sociale du

secteur privé. À cette fin, inviter l'Organisation internationale du Travail (OIT) à organiser et à coordonner les efforts [dans le cadre de son mandat et – Canada] en tenant compte des délibérations d'autres instances internationales et des organismes internationaux qui représentent le secteur privé, des syndicats et des autres groupes de la société civile [notamment des délibérations du Pacte mondial – Canada]. Dans ce contexte, recommander au Conseil économique et social que la Commission du développement social inscrive cette question parmi ses thèmes prioritaires lorsqu'elle examinera son programme de travail pluriannuel pour la période 2002-2006.]

18. Prendre de nouvelles mesures efficaces pour éliminer les obstacles qui s'opposent à la réalisation du droit des peuples à l'autodétermination, en particulier des peuples coloniaux vivant sous l'occupation étrangère, et qui continuent de nuire à leur développement économique et social.

Note : L'emplacement définitif du paragraphe 18 n'a pas encore fait l'objet d'un accord.

19. Renforcer la coopération internationale et la coordination de l'aide humanitaire aux pays qui sont victimes de catastrophes naturelles, font face à des situations d'urgence humanitaire ou sortent de conflits d'une façon susceptible de contribuer au relèvement et au développement à long terme.

19 bis. Instaurer un climat propice au rapatriement volontaire des réfugiés dans la sécurité et la dignité dans leur pays d'origine et le retour librement consenti et en toute sécurité des personnes déplacées dans leurs lieux d'origine ainsi que leur réinsertion progressive dans leur société, et améliorer les conditions à cette fin.

[19 ter. Reconnaître l'importance de la solidarité internationale et du partage des charges dans le renforcement de la protection internationale des réfugiés en coopérant et en mobilisant des ressources en faveur des pays en développement qui ont accueilli un grand nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés et en accordant aussi une attention particulière aux personnes déplacées. – Mexique]

[20. Encourager les organismes compétents des Nations Unies à traiter du problème de la corruption et notamment à déterminer s'il serait souhaitable que le Comité ad hoc chargé de l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnatio-

nale organisée élabore un instrument international pour lutter contre la corruption.]

Note : L'Union européenne [et les États-Unis, le Canada, le Japon, la Norvège, le Mexique] proposent de remplacer le paragraphe 20 par le texte ci-après et de supprimer le paragraphe 21 :

[20. Encourager les organismes compétents des Nations Unies à examiner la question de la corruption qui nuit à la bonne gouvernance et à l'utilisation efficace des ressources aux fins du développement social. Encourager la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à définir la portée des activités à entreprendre pour élaborer un instrument juridique international précis et efficace pour lutter contre la corruption, à sa dixième session, ainsi que l'a recommandé le Comité ad hoc chargé de l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée. – Union européenne]

[21. Encourager les travaux en cours sur un projet de convention contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles additionnels y relatifs, en vue de mener à bien ces travaux dans les plus brefs délais.]

Note : Il a été convenu de déplacer les paragraphes 21 *bis* et 21 *ter* et de les insérer dans l'engagement 4.

22. Accorder l'attention voulue à l'adoption urgente de mesures efficaces pour traiter des effets des sanctions sur les plans social et humanitaire, en particulier sur les femmes et les enfants, afin de réduire au maximum ces effets.

23. Aider les pays en transition à mettre en place des mécanismes de réglementation efficaces, y compris des cadres juridiques et des institutions appropriés, et à mettre au point des systèmes d'impôt progressif efficaces pour fournir les ressources nécessaires au développement social et à mieux utiliser les ressources matérielles et humaines notamment par l'application de mesures visant à réduire les coûts sociaux de la transition, en particulier en inversant la tendance à comprimer les dépenses publiques au titre des services sociaux et en appuyant les efforts faits pour associer les organisations non gouvernementales, les syndicats, les organisations d'employeurs et autres organisations de la société civile à la mise en oeuvre des politiques sociales.

Engagement 2

Éliminer la pauvreté dans le monde, par le biais d'une action nationale énergique et de la coopération internationale : impératif éthique, social, politique et économique de l'humanité :

24. Placer l'élimination de la pauvreté au centre des activités de développement économique et social et réaliser un consensus avec toutes les parties intéressées à tous les niveaux sur les politiques et stratégies à adopter pour réduire de moitié, d'ici à 2015, la part de la population vivant dans un état de pauvreté extrême, le but étant d'éliminer ce fléau.

27. Engager les pays qui ne l'ont pas encore fait à incorporer dans leur stratégie nationale de développement socioéconomique des buts et des objectifs en vue de lutter contre la pauvreté et réviser leurs stratégies nationales, en fonction du contexte qui leur est propre, en s'efforçant d'établir les mécanismes institutionnels garantissant une approche multisectorielle dans l'action menée pour éliminer la pauvreté ou de renforcer ceux qui existent déjà et en rendant les administrations locales mieux à même de lutter contre la pauvreté tout en continuant de rendre compte au gouvernement central des fonds qu'il a alloués à leurs mandats de l'utilisation de ces fonds.

27 *bis*. Dans le contexte de stratégies nationales globales d'élimination de la pauvreté, intégrer des politiques à tous les niveaux, notamment dans les domaines économique et budgétaire, pour ce qui est du renforcement des capacités et de la création d'institutions et en accordant tout particulièrement la priorité aux investissements dans l'éducation et la santé, la protection sociale et les services sociaux de base, afin de faciliter l'autonomisation de ceux qui vivent dans la pauvreté. Pour ce faire, il convient de prendre les mesures suivantes :

a) Promouvoir la cohérence entre les stratégies et les programmes nationaux et internationaux de lutte contre la pauvreté à tous les niveaux;

b) Aider les pays en développement à améliorer leur capacité en matière de collecte et d'analyse de données relatives à la pauvreté indispensables pour formuler des politiques de lutte contre la pauvreté;

c) Veiller à ce que les objectifs de croissance de l'emploi et de réduction de la pauvreté, notamment, soient pris en compte et complètement intégrés dans les politiques macroéconomiques;

d) Encourager les gouvernements à réévaluer, selon que de besoin, leurs politiques fiscales nationales, notamment les systèmes d'impôt progressif, en vue de réduire les disparités de revenus et de promouvoir l'équité sociale;

e) Restructurer les politiques en matière de dépenses publiques afin d'accroître leur efficacité et leur transparence, en précisant clairement les responsabilités de manière à maximiser leur impact sur l'élimination de la pauvreté;

f) Améliorer l'accès des personnes vivant dans la pauvreté au moyen de production grâce notamment à la formation professionnelle et à la mise en place de systèmes de microcrédit;

g) Recourir aux politiques de l'emploi, y compris le travail indépendant pour réduire la pauvreté;

h) Encourager la croissance des petites et moyennes entreprises en élaborant une politique cohérente à long terme en faveur de ces entreprises, notamment en leur facilitant l'accès au capital et au crédit, en multipliant les possibilités de formation, en appuyant l'adoption de technologies appropriées, en réduisant les formalités bureaucratiques, en favorisant l'égalité entre les sexes et l'application des normes du travail, et en facilitant l'accès des petites et moyennes entreprises aux contrats portant sur des projets d'infrastructures;

i) Mettre au point des modalités permettant de faire mieux comprendre la nature du secteur non structuré, afin d'en évaluer la contribution à l'économie nationale et, le cas échéant, améliorer sa productivité en favorisant la formation et l'accès au capital, notamment au microcrédit, **[d'améliorer les conditions de travail en respectant les droits fondamentaux des travailleurs, de renforcer la protection sociale,]** et de faciliter à terme son intégration dans l'économie structurée;

j) Mettre en place, renforcer et élargir les programmes de microcrédit et autres instruments de financement adaptés aux besoins et aux possibilités des personnes marginalisées et des groupes vulnérables, en vue de faciliter l'accès au microcrédit à un plus grand nombre de personnes, en particulier aux femmes et aux

groupes défavorisés, notamment à ceux qui vivent dans la pauvreté et de diffuser largement des informations et d'offrir une formation concernant le fonctionnement effectif et les avantages de cette formule;

k) Encourager et faciliter le développement des coopératives, s'il y a lieu;

l) Encourager le développement rural durable, notamment dans les zones à faible potentiel agricole;

l bis). Développer les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine de l'agriculture, y compris l'élevage et la pêche, et promouvoir, compte tenu de l'accroissement de la pauvreté rurale, du manque de terres et de l'exode rural, les petites entreprises et les emplois ruraux indépendants, notamment pour les femmes, et encourager l'industrialisation des zones rurales en vue de la création d'emplois;

m) Développer et promouvoir les capacités institutionnelles (par exemple, par la formation à la gestion);

n) Garantir à tous les niveaux l'égalité entre les sexes et prendre des mesures pour lutter contre la féminisation de la pauvreté, compte tenu du rôle que peuvent jouer les femmes et les filles dans l'élimination de la pauvreté;

[o) Promouvoir une évaluation de la pauvreté fondée sur la participation ainsi que des évaluations de l'impact social, incluant la réalisation d'analyses ventilées par sexe, qui détermineraient notamment l'étendue et la localisation de la pauvreté, ainsi que les groupes les plus gravement touchés; – Union européenne]

Note : Le Groupe des 77 propose de remplacer l'alinéa 27 bis o) par le texte suivant :

[o) Promouvoir une évaluation de la pauvreté utilisant, notamment, des statistiques ventilées par sexe pour déterminer l'étendue et la localisation de la pauvreté, ainsi que les groupes les plus gravement touchés, et pour élaborer des stratégies de lutte contre la pauvreté;]

p) Cibler les besoins spéciaux des groupes vulnérables et défavorisés;

q) Soutenir les initiatives encourageant l'autonomisation des personnes vivant dans la pauvreté, en particulier des femmes chefs de famille, et renforcer leurs capacités d'auto-organisation afin de les

aider à mieux utiliser les possibilités, services sociaux de base et moyens de production disponibles;

r) Garantir la participation des communautés à l'élaboration et à l'application de stratégies et programmes de réduction de la pauvreté afin d'accroître l'autosuffisance des intéressés et de promouvoir une démarche globale pour répondre à leurs besoins divers. La société civile peut jouer un rôle important, en coopération avec les gouvernements, dans la planification, l'organisation et la prestation de services sociaux de base;

s) Garantir l'accès de tous aux services sociaux de base, même pendant les crises financières;

u) Utiliser les politiques sanitaires comme moyen de lutte contre la pauvreté, en s'inspirant de la stratégie de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la pauvreté et la santé, et mettre sur pied des systèmes de santé viables en faveur des pauvres, qui mettent l'accent sur les principaux **[problèmes de santé/maladies]** frappant les pauvres, une plus grande équité dans le financement des dépenses de santé, **[et la promotion d'une gestion responsable du secteur de la santé]** et tiennent compte de la prestation de **[services de soins de santé primaires]** et de l'accès universel à **[ces services, y compris les (services) de soins en matière de reproduction et de sexualité/les services sanitaires et sociaux de base, notamment les services liés à l'hygiène sexuelle et à la santé en matière de reproduction, ainsi qu'à la planification familiale]** ainsi que les programmes de vaccination;

v) Encourager la décentralisation dans la prestation de services sociaux de base comme moyen de subvenir plus efficacement aux besoins des collectivités.

26. Élaborer et mettre en œuvre des stratégies de croissance à long terme en faveur des pauvres, ayant pour but d'accroître les possibilités et de renforcer les capacités des femmes et des hommes vivant dans la pauvreté d'améliorer leurs conditions de vie; ces stratégies pourraient consister à ouvrir l'accès aux moyens de production et au microcrédit, et mettre en œuvre des programmes visant à améliorer la productivité, les connaissances, les compétences et les capacités.

27 *ter*. Mettre en commun les pratiques les plus efficaces concernant la mise en place ou l'amélioration de systèmes de protection sociale prenant en charge des risques qui ne peuvent être assumés par les bénéficiai-

res eux-mêmes et qui entretiennent le cercle vicieux de la pauvreté, garantissant un accès à la protection sociale, y compris aux filets de sécurité sociale, aux personnes vivant dans la pauvreté, et encourageant les initiatives locales et l'entraide, notamment les petits projets communautaires novateurs, favorisant ainsi la cohésion sociale et la mise en place de systèmes de protection plus universels et plus complets tenant compte des conditions propres à chaque pays. À cette fin, il convient de prendre les mesures suivantes :

a) Examiner les moyens, avec les ressources nécessaires, y compris, le cas échéant, moyennant la réaffectation de ressources, **[et avec l'appui de l'OIT et d'autres organisations internationales compétentes, de concevoir des systèmes de protection sociale ou d'élargir les systèmes existants,]** afin d'assurer la couverture des personnes vulnérables, sans protection et non assurées, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition;

b) En mettant au point, selon que de besoin, de nouveaux mécanismes pour garantir la viabilité de ces systèmes dans le contexte national approprié, en particulier celui du vieillissement des populations et de l'augmentation du chômage;

27 *quater*. Renforcer, en coopération avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organismes compétents, la capacité des pays à s'attaquer aux problèmes de la faim, de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire au niveau des ménages, en reconnaissant et en appuyant le rôle clef joué par les femmes qui assurent la sécurité alimentaire. À cet égard, engager les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à considérer la sécurité alimentaire comme un élément essentiel de leurs stratégies de lutte contre la pauvreté et de leurs politiques sociales.

33. Encourager la fourniture d'un appui international aux pays en transition afin de les aider :

a) À combiner un régime universel de protection sociale et un régime d'assistance destiné expressément aux groupes les plus vulnérables pour atténuer les difficultés de la transition;

b) À appliquer des politiques favorisant la participation des personnes marginalisées par la transition, de façon à éviter l'exclusion et l'aggravation de la pauvreté;

c) À maintenir des programmes sociaux adéquats.

Engagement 3
Promouvoir l'objectif du plein emploi
comme priorité essentielle
des politiques économiques et sociales,
et permettre aux hommes
et aux femmes d'obtenir des moyens
d'existence sûrs et durables
grâce à un emploi productif
librement choisi :

34. Réévaluer, selon qu'il conviendra, les politiques macroéconomiques en vue de créer davantage d'emplois et de réduire le niveau de pauvreté tout en s'efforçant de contenir l'inflation.

35. Créer un environnement favorisant le dialogue social en garantissant une représentation et une participation véritables des organisations professionnelles afin de contribuer à l'élaboration de politiques visant à réaliser des progrès sociaux de vaste portée.

36. Accroître les possibilités d'emploi productif, y compris de travail indépendant – l'accent étant particulièrement mis sur les petites et moyennes entreprises – en investissant dans la mise en valeur des ressources humaines, la création d'entreprises et la valorisation de l'aptitude à l'emploi, notamment grâce à l'éducation, à la formation professionnelle et à la formation de cadres, à la prévention des accidents du travail, ainsi qu'à la prestation de services de santé, et notamment, en renforçant la coopération technique et la coopération avec le secteur privé dans ce domaine.

37. Soutenir le programme global de l'OIT sur un travail décent, qui consiste notamment à promouvoir l'égalité des chances pour tous les hommes et toutes les femmes, y compris pour les personnes handicapées, à obtenir un travail décent et productif, respectant pleinement les droits fondamentaux des travailleurs tels qu'énoncés dans les instruments pertinents de l'OIT et les autres instruments internationaux, notamment l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants, la protection du droit à la liberté d'association et à la négociation collective, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de valeur égale, et la non-discrimination en matière d'emploi,

ainsi qu'à améliorer la protection sociale et à promouvoir le dialogue social.

37 *bis*. Reconnaître la nécessité d'élaborer une stratégie internationale cohérente et concertée en matière d'emploi afin de multiplier les possibilités qu'ont les hommes et les femmes d'obtenir des moyens d'existence durables et d'avoir accès à l'emploi, et à cet égard, appuyer la tenue, en 2001, d'une conférence mondiale sur l'emploi sous l'égide de l'OIT.

37 *ter*. Inviter l'OIT à faciliter la coordination de la mise en commun de pratiques optimales en matière de politiques de l'emploi afin de stimuler et d'accroître la création d'emplois, de faire reculer le chômage et d'améliorer la qualité du travail, le marché du travail et les services de l'emploi.

38. Améliorer la qualité du travail et le niveau d'emploi en prenant, notamment, les dispositions suivantes :

a) **[Ratifier] [Envisager sérieusement de ratifier]** – lorsque cela n'a pas encore été fait – et appliquer pleinement les conventions de l'OIT relatives aux droits fondamentaux des travailleurs, notamment à la liberté d'association et à la reconnaissance du droit syndical et du droit à la négociation collective, à l'élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire, à l'abolition totale du travail des enfants et à l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession;

b) Envisager sérieusement de ratifier et d'appliquer dans leur intégralité les autres conventions de l'OIT relatives aux droits en matière d'emploi des mineurs, des femmes, des jeunes, des handicapés, des migrants et des populations autochtones;

b *bis*) Respecter, promouvoir et appliquer les principes énoncés dans la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et dans la suite donnée à cette déclaration;

c) Apporter un appui et participer à la campagne mondiale pour l'élimination immédiate des pires formes de travail des enfants, notamment en encourageant la ratification universelle et l'application de la Convention No 182 de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination;

d) Promouvoir des cadres de travail sains et offrant de bonnes conditions de sécurité afin

d'améliorer les conditions de travail et de réduire l'impact des accidents du travail et des maladies professionnelles sur les individus et les systèmes de soins de santé.

[39. Engager les gouvernements et les organisations du système international, notamment l'OIT, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'OMC, la CNUCED et d'autres organismes compétents, ainsi que la société civile, à lancer une initiative multilatérale en vue de mieux comprendre les dimensions sociales de la mondialisation, en particulier les relations existant entre commerce, développement, pauvreté et emploi, et d'intégrer leurs stratégies dans ces domaines. Une telle initiative devrait porter sur des activités interorganisations visant à mettre en commun les connaissances et à entreprendre des travaux de recherche en collaboration, l'élaboration de cadres analytiques communs pour les politiques menées au niveau international, et la publication et la présentation de rapports périodiques et de recommandations concernant ces questions à l'intention des organes directeurs des organismes concernés.]

Note : La présente variante du paragraphe 39 est le fruit de consultations officieuses entre plusieurs délégations; le Groupe des 77 propose de supprimer le paragraphe 39; le Président suggère qu'il soit examiné de plus près avec l'aide d'un facilitateur dans le cadre de consultations officieuses.

39 bis. Veiller à ce qu'une action concrète et globale soit menée en vue d'éliminer l'emploi des enfants à des travaux dangereux, notamment en élaborant et en mettant en œuvre des plans d'action au niveau national; en adoptant des mesures visant à garantir l'accès à l'éducation de base; en augmentant les possibilités d'emploi et de génération de revenus pour les familles dont un ou plusieurs enfants sont astreints au travail; en accordant une attention particulière aux fillettes; en encourageant la coopération entre les gouvernements, les organisations professionnelles, les familles ayant des enfants astreints au travail et la société civile; et en mettant l'accent sur la nécessité de renforcer la coopération entre l'OIT, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Banque mondiale et d'autres partenaires.

[39 ter. Inviter l'OIT et d'autres organismes des Nations Unies, notamment les institutions de Bretton Woods, à planifier et à exécuter des stratégies inté-

grées et cohérentes en coopération avec les gouvernements des pays hôtes, afin de promouvoir et de réaliser [l'objectif du plein emploi, compte dûment tenu des] les principes et droits fondamentaux sur le lieu de travail. Cette initiative devrait comporter :

a) Des consultations et des activités de coopération menées par l'OIT, l'ONU et les institutions de Bretton Woods, en collaboration avec les gouvernements des pays hôtes, en vue de mettre au point des stratégies à appliquer au niveau national, pour veiller à ce que la réalisation [de l'objectif du plein emploi et] des droits fondamentaux des travailleurs soit pleinement intégrée aux politiques macroéconomiques et aux programmes nationaux de développement, notamment aux stratégies de lutte contre la pauvreté;

b) Des rapports périodiques et des recommandations à l'intention des organes directeurs des organismes concernés, afin qu'ils les examinent et y donnent la suite qui convient.– États-Unis]

40. Encourager le secteur privé à respecter et à promouvoir les droits fondamentaux des travailleurs énoncés dans les conventions pertinentes de l'OIT et dans la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail, et, dans ce contexte, encourager les organisations commerciales et patronales, les syndicats, ainsi que les groupes intéressés de la société civile pour contribuer à leur application; et pour coopérer avec les gouvernements afin d'assurer leur application (*voir texte convenu par le groupe du facilitateur*).

49. Améliorer les méthodes de collecte et d'analyse des données de base sur l'emploi, ventilées notamment par âge, sexe et suivant les catégories socioéconomiques pertinentes selon les pays, notamment en ce qui concerne les secteurs non structuré, primaire et tertiaire, et les nouvelles formes d'emploi, et évaluer les possibilités de mettre au point et d'améliorer les méthodes permettant de mesurer le travail non rémunéré.

42. Envisager la possibilité d'organiser, en 2002, sous l'égide de l'OIT, une manifestation de grande ampleur sur le secteur non structuré.

42 bis. Inviter l'OIT à aider les États Membres, à la demande de ceux-ci, à mettre au point une série de mesures de soutien aux personnes travaillant dans le secteur non structuré, notamment en ce qui concerne les droits reconnus par la loi, la protection sociale et l'accès au crédit.

Note : Insérer le texte de l'alinéa c) du paragraphe 27 ter qui deviendra le nouveau paragraphe 42 ter.

42 ter. En élaborant et en renforçant les modalités d'affiliation, selon qu'il conviendra, pour répondre aux besoins des personnes exerçant des formes d'emploi souples.

44. Selon qu'il conviendra, adopter et/ou renforcer la législation ou les autres mécanismes permettant de fixer les salaires minima.

41. Veiller à ce que les travailleurs migrants bénéficient de la protection prévue par les instruments nationaux et internationaux pertinents, prendre des mesures concrètes et efficaces pour lutter contre l'exploitation des travailleurs migrants et encourager tous les pays à envisager de ratifier et d'appliquer dans leur intégralité les instruments internationaux relatifs aux travailleurs migrants, y compris la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

45. Prendre, en coopération avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que d'autres membres de la société civile, les mesures voulues pour résoudre les problèmes spécifiques d'emploi chez les jeunes, les travailleurs âgés, les personnes handicapées, les mères célibataires [, **les migrants en situation régulière – Union européenne**] [**les migrants – Saint-Siège**] et les chômeurs de longue durée et surtout les femmes, notamment en :

a) Améliorant leur accès aux technologies nouvelles, à la formation et à l'orientation professionnelles, en exécutant des programmes de placement et en facilitant l'acquisition d'une expérience professionnelle, y compris grâce à la formation en cours d'emploi, et en tenant compte de l'expérience professionnelle accumulée dans le cadre d'activités bénévoles et d'un travail non rémunéré;

b) Favorisant l'éducation permanente et l'accès à des données sur la main d'œuvre et en adaptant les programmes aux besoins spécifiques de ces groupes en ce qui concerne l'acquisition des compétences requises dans une économie basée sur les connaissances;

c) Associant le secteur privé aux programmes de formation professionnelle;

d) Adaptant aux besoins et en améliorant l'accès des jeunes aux programmes d'études techni-

ques, secondaires et supérieures pour suivre l'évolution rapide des conditions du marché du travail et faciliter leur passage du cadre scolaire au cadre professionnel;

e) Permettant aux travailleurs âgés de continuer à participer à la vie active.

47. Promouvoir l'égalité entre les sexes et éliminer la discrimination à l'égard des femmes sur le marché du travail en :

a) Encourageant l'application des principes relatifs à l'égalité de rémunération et à l'élimination de la discrimination et [**en ratifiant/en envisageant sérieusement de ratifier**] la convention de l'OIT concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale (No 100), et la Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (No 111);

b) Veillant au respect du droit des femmes à un salaire égal pour un travail égal ou de valeur égale;

c) Aidant les femmes et les hommes à concilier vie professionnelle et responsabilités familiales, entre autres par une organisation souple du travail, de façon notamment que les parents puissent, s'ils le souhaitent, travailler à temps partiel et se partager les tâches, et par des services de garde d'enfants et autres services de soins de qualité accessibles et abordables, une attention particulière devant être accordée aux besoins des foyers monoparentaux.

Engagement 4
Promouvoir l'intégration sociale
en favorisant l'édification de sociétés
stables, sûres et justes, fondées
sur la promotion et la protection
de tous les droits fondamentaux
ainsi que sur la non-discrimination,
la tolérance, le respect de la diversité,
l'égalité des chances, la solidarité,
la sécurité et la participation de tous,
y compris les groupes et personnes
défavorisés et vulnérables :

51. Renforcer les mécanismes de participation de tous à l'œuvre d'intégration sociale et promouvoir la coopération et le dialogue entre le gouvernement et la société civile à tous les niveaux.

52. Renforcer l'appui à la société civile, y compris les organisations communautaires qui travaillent avec les groupes ayant des besoins spécifiques, et accélérer l'application des instruments des Nations Unies relatifs à ces groupes, en investissant davantage dans les institutions sociales et le capital social et en renforçant les réseaux sociaux, notamment pour ce qui est des couches déshéritées et des groupes marginalisés.

53. Assurer aux organisations de la société civile un cadre porteur qui leur permette entre autres, de mieux contribuer à la prestation de services sociaux de manière coordonnée, démocratique, transparente et responsable. Il conviendrait également de faciliter la participation des organisations de la société civile, en particulier celles des pays en développement, aux travaux des instances internationales qui les intéressent.

53 *ter*. Favoriser la participation et la contribution effectives des groupes et personnes défavorisés et vulnérables à l'élaboration de dispositions législatives et de programmes de lutte contre la pauvreté et en faveur de l'inclusion sociale.

54. Promouvoir la contribution que le bénévolat peut apporter à l'instauration de sociétés soucieuses du bien-être de leurs différents groupes comme mécanisme supplémentaire de promotion de l'intégration sociale. La Commission du développement social est invitée à examiner la question en 2001, Année internationale des Volontaires.

54 *bis*. Reconnaître que la famille est la cellule de base de la société et qu'elle joue un rôle clef dans le développement social en même temps qu'elle constitue une grande force de cohésion et d'intégration sociales. Les types de famille varient selon les systèmes culturels, politiques et sociaux. Reconnaître en outre que l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes, et le respect des droits de l'ensemble des membres de la famille, sont essentiels à son bien-être et à celui de la société en général et favoriser l'adoption de mesures appropriées visant à répondre aux besoins des familles et de chacun de leurs membres, notamment en matière d'aide économique et de prestation de services sociaux. Il conviendrait d'aider davantage les familles à assumer leur rôle de soutien et d'éducation, de prêter davantage attention aux causes et aux conséquences de la désintégration de la famille et d'adopter des mesures permettant aux hommes et aux femmes de concilier le travail et la vie familiale.

55. Favoriser la participation de bénévoles au développement social, notamment en encourageant les gouvernements, compte tenu des vues de tous, à mettre au point de vastes stratégies et programmes, en sensibilisant l'opinion à la valeur du bénévolat et aux possibilités qu'il offre, et en créant un cadre porteur à l'intention des particuliers et autres composantes de la société civile, afin qu'ils puissent prendre part à des activités bénévoles, et du secteur privé, afin qu'ils les soutiennent.

56. Encourager les médias, notamment Internet et d'autres formes de technique d'information, à contribuer à la promotion de l'intégration sociale en adoptant des approches intégrées et faisant appel à la participation pour ce qui est de la production, de la diffusion et de l'utilisation de l'information, en veillant notamment à ce qu'ils soient accessibles aux groupes défavorisés et marginalisés.

57. Tout en reconnaissant le rôle positifs des médias et des technologies de l'information, notamment Internet, définir et prendre des mesures visant à lutter contre la diffusion croissante de la pornographie, et autres matériaux obscènes, la montée de l'intolérance, y compris l'intolérance religieuse, de la haine, du racisme, de la discrimination fondée sur le sexe et l'âge et l'incitation à la violence par le biais des médias et des technologies de l'information, dont Internet.

58. Veiller à ce que l'enseignement à tous les niveaux vise à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la tolérance, la paix, la compréhension et le respect de la diversité culturelle et de la solidarité dans un monde entièrement interdépendant, comme exprimé dans la Déclaration et le Programme d'action sur une culture de la paix, de même que dans le contexte de l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations (2001), de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004) et de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

59. Éliminer toutes les formes de discrimination, y compris la discrimination raciale, la xénophobie et les autres formes d'intolérance qui y sont associées et appuyer à cet égard l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la convocation en Afrique du Sud, en 2001, de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les formes d'intolérance qui y sont associées.

59 *bis*. Poursuivre et renforcer les mesures de lutte contre toutes les formes de violence sexiste et reconnaître que la violence à l'égard des femmes, dans la vie privée comme dans la vie publique, viole, entrave, voire empêche, l'exercice par les femmes de leurs droits et de leurs libertés fondamentales.

21 *bis*. Reconnaître la contribution à la société des populations autochtones, et rechercher les moyens de leur faire prendre en main leur propre destinée notamment en :

a) S'efforçant de leur donner les moyens de participer à la prise de décisions sur les affaires les concernant directement;

b) Encourageant les organismes des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à prendre des mesures efficaces afin d'associer les populations autochtones à l'examen de questions les intéressant ou les préoccupant.

21 *ter*. Encourager la poursuite des travaux sur un projet de déclaration relatif aux droits des populations autochtones afin que ce texte soit mis au point avant la fin de la Décennie internationale des populations autochtones en 2004, et appuyer l'établissement d'une instance permanente des Nations Unies chargée d'examiner les questions relevant du mandat du Conseil économique et social, liées au développement économique et social, à la culture, à l'environnement, à l'éducation, à la santé et aux droits de l'homme.

60. Échanger des vues et des informations sur l'expérience nationale et les meilleures pratiques en ce qui concerne la formulation et la mise en oeuvre de politiques et programmes sur le vieillissement, la promotion d'une intégration harmonieuse et la participation continue des personnes âgées à la vie sociale en tant qu'agents à part entière du développement et, à cet égard, appuyer la convocation de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement qui doit se tenir en Espagne en 2002.

60 *bis*. Appuyer d'urgence les travaux de recherche sur la situation actuelle et prévue des personnes âgées, notamment dans les pays en développement, en particulier sur leur rôle productif et leur contribution au développement, afin de fournir un apport important à la révision du Plan d'action international sur le vieillissement à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement.

61. Élargir la gamme des politiques et mesures visant à permettre aux personnes handicapées de jouer pleinement leur rôle dans la société, notamment en encourageant l'application des normes des Nations Unies en matière d'égalisation des chances pour les personnes handicapées. Une attention particulière devrait être accordée aux femmes et aux enfants handicapés ainsi qu'aux personnes souffrant d'incapacités liées au développement ou de troubles mentaux.

61 *bis*. Garantir aux personnes handicapées l'accès à l'emploi en leur aménageant ou créant un cadre de travail adapté, et les rendre plus employables grâce à des mesures visant à relever leur niveau d'instruction et à leur permettre d'acquérir des connaissances; en les réinsérant dans la communauté à chaque fois que possible; et grâce à d'autres mesures directes destinées notamment à inciter les entreprises à les employer.

[62. Créer, en coopération avec (les organisations internationales/acteurs) compétents, des conditions susceptibles de favoriser le rapatriement librement consenti des réfugiés, leur retour en toute sécurité et dans la dignité et leur réinsertion dans leur pays d'origine. [À ce sujet et en conséquence] prendre toutes les mesures nécessaires, chaque fois que possible, pour fournir des services sociaux de base aux réfugiés et, [sur leur demande, avec l'assentiment du gouvernement concerné/en matière d'assistance internationale humanitaire, avec l'assentiment du gouvernement concerné] aux personnes déplacées, et faciliter leur retour en toute sécurité dans leur lieu d'origine ainsi que leur réinsertion harmonieuse dans leur société.]

63. Intensifier les efforts visant à assurer la protection des droits fondamentaux et de la dignité des migrants, indépendamment de leur statut juridique, et l'intégration sociale et économique des migrants en situation régulière, une protection efficace **[et une assistance consulaire]** en faveur des migrants, en particulier en appliquant les dispositions pertinentes de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, la prestation de services sociaux de base, la facilitation du regroupement familial des migrants en situation régulière et l'égalité de traitement au regard de la loi.

64. Promouvoir aux niveaux national et international, des mesures en empêchant le trafic et le transport illégaux de migrants et le trafic de personnes, en particulier de femmes et d'enfants, à des fins de prostitution, d'exploitation économique et autres formes

d'exploitation tels que la servitude domestique et le travail forcé. Fixer des peines spécifiques pour ce type de trafic et de transport illégaux, fondées sur des procédures administratives et des lois efficaces, de façon que leurs auteurs soient punis.

64 *bis*. Parachever dans les meilleurs délais les protocoles sur le trafic et l'introduction clandestine qui font actuellement l'objet de négociations à Vienne par le Comité ad hoc sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée.

65. Appuyer les efforts que le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues déploie afin d'accomplir son mandat dans le cadre des instruments internationaux relatifs à la lutte contre la drogue et des résultats de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre le problème mondial de la drogue dans une perspective équilibrée qui comprenne la réduction de la demande, la lutte contre le trafic et la réduction de l'offre de stupéfiants et de substances psychotropes.

[65 bis. Reconnaître qu'[une vie de famille stable et harmonieuse/que les relations familiales et communautaires positives en coopération avec des services professionnels/des relations familiales stables et positives, encouragées par les communautés et les services professionnels] peuvent protéger les mineurs en particulier contre l'abus des drogues.] Il faudrait encourager les écoles, les médias et les technologies de l'information, notamment Internet, à fournir aux jeunes des informations sur les dangers de l'abus des drogues et de la toxicomanie et sur les moyens d'obtenir de l'aide; [Reconnaître que la consommation de tabac et l'abus d'alcool, en particulier par les jeunes gens, représentent un grave danger pour la santé; encourager, dans chaque pays, l'élaboration de programmes d'ensemble visant à réduire la consommation du tabac, l'exposition à la fumée du tabac ambiante et l'abus d'alcool. – États-Unis]

66. Renforcer encore l'efficacité des organismes et des mécanismes oeuvrant à la prévention et au règlement pacifique des conflits ainsi qu'à la recherche de solutions à leurs causes et à leurs conséquences sur le plan social.

[66 bis. Mettre l'accent sur la nécessité de remédier aux causes des conflits armés par des solutions portant sur tous les aspects du problème afin de renforcer durablement la protection des civils, notamment

en favorisant la croissance économique, l'élimination de la pauvreté, le développement durable, la réconciliation nationale, la bonne gouvernance, la démocratie, l'état de droit ainsi que le respect et la défense des droits de l'homme. – Canada]

67. Renforcer la capacité qu'ont les organes compétents des Nations Unies **[et d'autres organisations internationales]**, dans le cadre de leurs mandats respectifs, de promouvoir des mesures visant **[contribuant]** à l'intégration sociale dans leurs stratégies et activités de relèvement après les conflits, notamment dans leurs travaux de recherche, d'analyse et de formation et dans leurs activités opérationnelles, ce qui permettrait de mieux résoudre les problèmes de traitement post-traumatique, de réinsertion, de réconciliation et de reconstruction après les conflits, notamment en favorisant les initiatives axées sur le développement participatif. Il faudrait se pencher plus attentivement sur la question des enfants **[abandonnés] [réfugiés non accompagnés et déplacés] [séparés de leurs familles]**, des enfants soldats et de ceux qui participent à des conflits armés.

[69. Prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'occupation étrangère, qui constitue un grave obstacle à la promotion du développement social et économique.]

Note : L'Union européenne et les États-Unis proposent de supprimer le paragraphe 69.

Engagement 5
Promouvoir le respect intégral
de la dignité humaine, instaurer
l'équité et l'égalité entre les hommes
et les femmes, et reconnaître
et renforcer la participation
et le rôle de ces dernières
dans la vie politique, civile,
économique, sociale et culturelle
et dans le développement :

69 *ter*. Promouvoir le plein exercice de tous les droits de la personne humaine et de toutes les libertés fondamentales par toutes les femmes et jeunes filles en tant que préalable nécessaire à l'égalité des sexes. Les gouvernements devraient veiller à ce que les droits fondamentaux des femmes et des jeunes filles soient respectés, protégés et encouragés grâce à l'élaboration, à la

mise en place et à l'application effective de politiques et de lois respectueuses de l'égalité des sexes.

70. Éliminer la discrimination à l'égard des femmes, les démarginaliser et assurer leur pleine participation à tous les domaines de la vie, à tous les niveaux, devraient être des objectifs prioritaires, tant au niveau national qu'international, et faire partie intégrante du développement social. Le développement social équitable exige le plein respect de la dignité humaine, l'égalité et l'équité entre les femmes et les hommes, et l'intégration des considérations liées aux sexospécificités à tous les niveaux de l'élaboration des politiques ainsi que des programmes et projets. Bien qu'il y ait eu certains progrès, cette intégration n'est pas encore universelle, et les inégalités fondées sur le sexe perdurent dans de nombreux domaines dans la plupart des sociétés.

[71. Tenir compte des résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » dans la recherche de solutions aux problèmes particuliers liés à l'égalité des sexes et à la démarginalisation des femmes.]

[72. [Réaffirmer] L'engagement de veiller à intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans toutes les nouvelles initiatives proposées dans le cadre de chacun des engagements pris au Sommet mondial pour le développement social [devrait être réaffirmé,][est réaffirmé,] compte tenu du rôle et des besoins spécifiques des femmes dans tous les domaines du développement social, notamment en évaluant les incidences sur les femmes des propositions avancées et en prenant des mesures pour rectifier les situations dans lesquelles les femmes sont désavantagées. Il est recommandé aux gouvernements et aux organisations internationales d'entreprendre des programmes d'action préférentielle et de démarginalisation.]

Note : L'Union européenne a laissé entendre que le paragraphe 72 tel qu'il a été accepté pourrait être réexaminé lors d'une deuxième lecture.

72 bis. [Pour promouvoir la démarginalisation des femmes, redoubler d'efforts, notamment en vue de :

a) Faire baisser les taux d'analphabétisme chez les femmes d'ici à 2005 au moins de moitié par rapport à leurs niveaux de 2000;

b) Accroître le nombre de femmes et de jeunes filles ayant accès à l'éducation à tous les niveaux et sous toutes ses formes;

c) Éliminer les disparités entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de revenus;

d) Faire baisser la mortalité maternelle d'ici à 2015 de moitié par rapport à son niveau de 2000;

e) Éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes, dans la famille et dans la sphère publique;]

f) Élaborer des programmes et des mécanismes permettant aux femmes et aux hommes de concilier les responsabilités familiales et les responsabilités professionnelles.

[72 quater. Encourager les services nationaux de statistique et, [le cas échéant], [d'autres organismes compétents] à élaborer des indicateurs statistiques [prenant en compte des facteurs de sexe] [sexospécifiques] [pour l'évaluation de l'impact des politiques et des programmes sur chaque sexe et les mesures complémentaires à prendre] [pour le suivi] [pour les mesures complémentaires à prendre] et l'évaluation de l'impact des politiques et des programmes sur chaque sexe, et leur apporter le soutien voulu pour permettre de rassembler, d'analyser et de diffuser des données pertinentes [comparables – la Norvège propose de supprimer] ventilées [– en particulier le Groupe des 77] par sexe et par âge et de mener à bien les études requises.]

73. [Les gouvernements devraient] [Encourager les gouvernements à – Groupe des 77] envisager de ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes [dans les délais voulus pour que la Convention puisse entrer en vigueur avant la session extraordinaire – le Japon propose de supprimer].

[73 bis. Garantir aux femmes et aux jeunes filles le droit aux meilleures conditions possibles de santé, y compris à l'accès à une gamme complète de services de santé en matière de reproduction et de sexualité, notamment aux services nécessaires pour jouir d'une maternité sans risques, de la liberté de décision en matière de reproduction et d'une sexualité saine et satisfaisante, dépourvue de toute contrainte, discrimination ou violence. – États-Unis]

Engagement 6

Promouvoir et réaliser les objectifs de l'accès universel et équitable à une éducation de qualité et au plus haut niveau possible de santé physique et mentale, et de l'accès de tous aux soins de santé primaires, en veillant particulièrement à corriger les inégalités se rapportant aux conditions sociales, et sans distinction liée à la race, à l'origine nationale, au sexe, à l'âge ou à l'invalidité, en respectant et développant nos cultures communes et particulières, en essayant de renforcer le rôle de la culture dans le développement, en préservant les fondements essentiels d'un développement durable centré sur l'être humain et en contribuant à une mise en valeur optimale des ressources humaines et au développement social, dans le but d'éliminer la pauvreté, de promouvoir le plein emploi et l'emploi productif et de favoriser l'intégration sociale :

74. Reconnaître que les gouvernements sont responsables au premier chef de la mise en place de services sociaux de base accessibles à tous; mettre au point des systèmes de santé et d'éducation viables et axés sur les besoins des pauvres, en favorisant la participation des collectivités locales à la planification et à la gestion des services sociaux de base, notamment à la promotion de la santé et à la prévention des maladies; diversifier les solutions adoptées pour répondre aux besoins locaux en utilisant dans la mesure du possible les compétences et les ressources locales.

73 bis. Veiller à ce que les ressources prévues pour assurer à tous l'accès à l'éducation de base et aux soins de santé primaires soient utilisées de manière judicieuse et productive, eu égard au contexte du pays, et compte tenu des éventuelles retombées favorables pour le développement économique et social, en s'efforçant

en particulier de viser les besoins spécifiques des groupes vulnérables et défavorisés.

74 bis. Rendre les systèmes de soins de santé plus performants, en particulier pour ce qui est des soins de santé primaire, en élargissant l'accès aux soins de santé.

74 ter. Mettre les services de santé de base à la disposition de tous et, si besoin est, envisager la possibilité de promouvoir des programmes communautaires d'assurance maladie sans but lucratif comme l'un des moyens permettant d'aider les gouvernements à rendre les services de santé essentiels accessibles à tous.

81. Encourager de nouvelles mesures au niveau international [y compris la proclamation éventuelle d'une décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, – Mongolie], pour soutenir les efforts nationaux visant à assurer à tous l'accès à l'éducation de base et aux services de soins de santé primaires d'ici à 2015.

81 bis. Inviter les organisations internationales, en particulier les institutions financières internationales, conformément à leurs mandats, à garder présent à l'esprit l'objectif général consistant à faciliter le développement à long terme, pour appuyer les programmes nationaux de santé et d'éducation.

[84. Élargir davantage les soins de santé et l'éducation préscolaire pour les jeunes enfants, notamment pour encourager la préparation à l'apprentissage; assurer à tous l'accès à l'éducation [de base] [primaire]; améliorer la qualité de l'éducation [au moyen de l'élaboration et de l'application d'une législation nationale – Union européenne]; renforcer les programmes d'éducation sanitaire mis en oeuvre par l'école et par la collectivité; éliminer les disparités entre les sexes; assurer aux femmes et aux jeunes filles le plein accès à l'éducation, en toute égalité; améliorer les taux de rétention scolaire; renforcer l'efficacité en matière de mobilisation des ressources, des mesures appropriées étant prises pour tenir compte de tous les enfants, notamment les enfants avec des besoins spéciaux; et garantir le droit à l'éducation de base pour tous [comme une responsabilité [nationale] [gouvernementale] – les États-Unis proposent de supprimer] qui exige la participation de plusieurs secteurs et parties prenantes [spécialement] [notamment des parents, qui ont le droit de choisir le type

d'éducation à donner à leurs enfants – Saint-Siège].]

Note : La Norvège propose de remplacer le paragraphe 84 par le libellé suivant :

[84. Promouvoir un accès universel et équitable à une éducation de qualité en adoptant les mesures suivantes :

- a) **Élargir les soins de santé et l'éducation préscolaire pour les jeunes enfants;**
- b) **Assurer à tous le droit à l'éducation de base;**
- c) **Éliminer les disparités entre les sexes et assurer aux femmes et aux jeunes filles le plein accès à l'éducation, en toute égalité;**
- d) **Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation;**
- e) **Prendre des mesures correctives pour garantir l'insertion de tous les enfants, y compris ceux qui ont des [handicaps] [besoins spéciaux];**
- f) **Renforcer la mobilisation des ressources pour l'éducation aux niveaux national et international.]**

[84. Tenir compte du cadre d'action pour l'éducation adoptée lors du Forum mondial sur l'éducation à Dakar, et prier tous les États d'élaborer ou de renforcer des plans d'action nationaux pour en promouvoir les objectifs : veiller à ce que d'ici à 2015 tous les enfants, en particulier les filles et les enfants en situation difficile, aient accès à une éducation primaire gratuite, obligatoire et de qualité, et la mènent à son terme; améliorer les soins et l'éducation donnés aux jeunes enfants; assurer l'accès à des programmes appropriés d'apprentissage, d'acquisition de compétences pratiques et de préparation à la citoyenneté; augmenter de 50 % le niveau de l'alphabétisation des adultes; améliorer la qualité de l'éducation et éliminer les inégalités entre les sexes.]

[84 bis. Prendre conscience du sous-financement chronique de l'éducation de base et de la nécessité de disposer d'un soutien financier supplémentaire, de l'ordre de 8 milliards de dollars par an, pour réaliser les objectifs de Dakar; affirmer qu'aucun pays résolu à faire de l'éducation pour tous une réalité ne verra ses efforts compromis faute de res-

sources et, à cette fin, engager les gouvernements, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, les banques internationales, la société civile et les fondations à s'engager davantage sur le plan financier, et demander à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et au nouveau groupe politique de haut niveau que le Directeur général de l'UNESCO doit créer, de préparer, préconiser et suivre des stratégies indicatives visant à atteindre ces objectifs.]

85. Prendre des mesures pour mieux reconnaître et appuyer le travail des enseignants et d'autres personnels de l'éducation y compris, si besoin est par une rémunération et des avantages améliorés, des programmes appropriés de formation et de recyclage, des stratégies de mises en valeur des ressources humaines et d'organisation des carrières et des mesures propres à encourager les enseignants à continuer d'apporter leur contribution à une éducation de qualité.

86. Soutenir et aider les pays en développement et les autres pays qui ont besoin de mettre en place des capacités pour les niveaux secondaire et supérieur de l'éducation, et de former les étudiants aux compétences et technologies nécessaires pour s'intégrer efficacement à l'économie mondiale moderne du savoir, et promouvoir les échanges internationaux dans le domaine de l'éducation de manière à encourager une plus grande autonomie pour le règlement des problèmes sociaux et économiques du développement et atteindre une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des autres cultures et une sensibilisation aux questions de portée mondiale.

75. Prendre toutes les mesures appropriées pour que les maladies infectieuses et les parasitoses, en particulier le paludisme, la tuberculose, la lèpre et la schistosomiase, d'une part, cessent de faire des ravages et, d'autre part, ne fassent pas obstacle au progrès économique et social; renforcer les efforts nationaux et internationaux en vue de combattre ces maladies, notamment en renforçant **[apportant un appui aux centres de recherche, de manière à renforcer]** les capacités des pays en développement, en coopération avec l'OMS.

[75 bis. Prendre des mesures sur le plan national pour permettre à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris aux jeunes, de se protéger contre l'infection par le virus de l'immuno-déficience humaine (VIH), pour atténuer les consé-

quences sociales de l'épidémie et remédier à l'aggravation de la pauvreté et des inégalités sociales et économiques qu'elle entraîne. Il importe tout particulièrement de défendre les droits fondamentaux des personnes qui vivent avec le VIH/sida et d'améliorer leur qualité de vie. Pour mieux prévenir la transmission des maladies sexuellement transmissibles et du VIH, on peut notamment prendre les mesures suivantes :

a) **Renforcer les services de santé en matière de sexualité et de reproduction;**

[b) **Renforcer les campagnes d'information, d'éducation et de communication visant à faire prendre davantage conscience du VIH/sida et à encourager les comportements sexuels responsables, y compris l'abstinence, en prenant en considération les droits de l'enfant à l'information, au respect de la vie privée, au secret, au respect et au consentement donné en connaissance de cause, ainsi que les responsabilités, les droits et les devoirs des parents et des tuteurs légaux pour ce qui est de guider l'enfant, suivant des modalités compatibles avec l'évolution des ses capacités, et de lui donner des conseils appropriés dans l'exercice des droits qui lui sont reconnus par la Convention relative aux droits de l'enfant, et dans le respect de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; – Saint-Siège]**

[c) **Apprendre au personnel de la santé à éviter la contamination du matériel et des produits sanguins, ainsi que la réutilisation de seringues ou leur utilisation en commun par des toxicomanes par voie intraveineuse; – Saint-Siège]**

d) **Encourager les analyses des aspects politiques, sociaux, économiques et juridiques du VIH/sida, y compris son incidence sur le développement national;**

e) **Apporter un soutien social et éducatif aux collectivités, aux ménages, aux orphelins et aux enfants touchés par le VIH/sida.]**

[76. **Renforcer les efforts déployés sur le plan international pour lutter contre le VIH/sida, en mettant l'accent sur les pays en développement et les pays en transition, grâce à un partenariat entre le Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) (ONUSIDA) et les**

autres organismes intéressés, les donateurs bilatéraux, les gouvernements et les organisations non gouvernementales, sur la base d'une approche multisectorielle portant notamment sur les soins de santé et l'accès au traitement, les programmes de population et de planification familiale, y compris la santé en matière de sexualité et l'éducation sexuelle, l'éducation de base et l'autonomisation des femmes.]

77. Fournir un appui aux pays en transition afin de revitaliser les systèmes de soins de santé primaires et mener des campagnes plus actives en faveur de l'éducation sanitaire et de la promotion de modes de vie sains.

78. Encourager à tous les niveaux les arrangements et les mesures d'incitation visant à mobiliser les entreprises commerciales – notamment dans l'industrie pharmaceutique – pour qu'elles investissent dans la recherche de remèdes à des prix abordables aux maladies qui touchent en particulier les populations des pays en développement, et inviter l'OMS à envisager de renforcer les partenariats entre les secteurs public et privé dans le domaine de la recherche sur la santé.

[80. **Faire usage, dans le cas des médicaments essentiels pour la santé publique, des dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce qui permettent de contourner, dans certaines conditions, les droits de brevet normaux en ce qui concerne la production, l'exportation et l'importation, en particulier par les pays à revenu faible ou moyen.]**

Note : Les États-Unis proposent de supprimer le paragraphe 80.

Note : L'Union européenne propose de reformuler le paragraphe 80 comme suit :

[80. **Tenir compte, en encourageant ces arrangements et ces mesures d'incitation, de l'importance des droits de propriété intellectuelle, en particulier de la nécessité de respecter l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, tout en reconnaissant qu'il peut y avoir un nombre limité d'exceptions à l'application des droits normalement conférés par un brevet, dans certaines conditions pouvant être invoquées dans des cas particuliers, tels que des situations d'urgence nationale.]**

[80 *bis*. Veiller à ce que la nourriture et les médicaments ne soient pas utilisés comme outils de pression politique. – Saint-Siège]

[82. Inviter l'OMS, en collaboration avec la CNUCED, l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organismes concernés, à aider à renforcer les capacités des pays les moins avancés, à analyser les conséquences [négatives éventuelles – le Japon, la Norvège et les États-Unis proposent de supprimer] des accords sur le commerce des services de santé pour assurer l'équité en la matière et la capacité de répondre aux besoins en matière de santé des personnes vivant dans la pauvreté, et à formuler des politiques visant à promouvoir et à protéger les services nationaux de santé.]

Note : Le Groupe des 77 a indiqué qu'il souhaitait proposer une nouvelle formulation du paragraphe 82; les États-Unis proposent de remplacer le paragraphe 82 par le paragraphe suivant, repris de la résolution 52.19 adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé en 1999 :

[82. Inviter l'OMS à coopérer avec les gouvernements qui le demandent et avec les organisations internationales pour surveiller et analyser les conséquences sur le secteur pharmaceutique et sur la santé publique des accords internationaux pertinents, notamment des accords commerciaux, afin que les gouvernements puissent bien évaluer, puis mettre au point des politiques pharmaceutiques et sanitaires et des mesures réglementaires qui répondent à leurs préoccupations et à leurs priorités, et tirer le meilleur parti possible de ces accords tout en atténuant leurs effets négatifs.]

[83. Inviter les organismes des Nations Unies à coopérer avec l'OMS afin d'intégrer la dimension santé aux politiques et programmes sociaux [environnementaux – États-Unis] et économiques compte tenu de l'interdépendance qui existe entre la santé et d'autres domaines et du fait que [la solution] [des solutions – Union européenne, États-Unis] menant à une bonne santé [peut] [peuvent] souvent se trouver en dehors du secteur de la santé lui-même. (Une telle coopération pourrait tirer parti des initiatives prises dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : santé et emploi, santé et éducation, santé et politique macroéconomique, [santé et environnement,] [santé et transport, Norvège], mise en place

de systèmes de financement de la santé plus équitables et commerce de biens et services sanitaires).

Note : Le Groupe des 77 a proposé d'inclure des éléments du paragraphe 83 dans un nouveau paragraphe 83 *bis* libellé comme suit :

[83 *bis*. Inviter le système des Nations Unies à appuyer les mesures adoptées au niveau national, le cas échéant, pour renforcer les initiatives prises dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : santé et emploi; santé et éducation; santé et politiques macroéconomiques; mise en place de systèmes plus équitables de financement de la santé; et commerce de biens et services sanitaires.]

Note : Le Japon souhaite ajouter dans cette section une mention du Cadre d'action de Dakar, lorsqu'il aura été adopté par le Forum mondial sur l'éducation en avril 2000. Le Sénégal propose d'inclure les paragraphes 10 et 11 du Cadre d'action.

Engagement 7 Accélérer le développement des ressources économiques, sociales et humaines de l'Afrique et des pays les moins avancés :

86 *bis*. Faciliter des efforts concertés aux plans national et international pour promouvoir une approche intégrée du développement humain durable centré sur l'être humain.

87. Prendre des mesures concertées aux niveaux national et international afin de faciliter l'instauration de conditions favorables à l'intégration des pays d'Afrique et des pays les moins avancés à l'économie mondiale et de promouvoir leur participation au système commercial multilatéral, notamment :

[a) Mise en oeuvre de mesures [novatrices – Union européenne] d'allègement [et d'annulation – Groupe des 77] de la dette [pour les pays les moins avancés – Norvège, États-Unis] [conformes aux critères d'application de l'initiative [améliorée – Saint-Siège] en faveur des pays pauvres lourdement endettés – États-Unis, Japon];]

[a) Mise en oeuvre de mesures d'allègement de la dette pour les pays les moins avancés, confor-

mes aux critères d'application de l'Initiative en faveur des pays lourdement endettés – États-Unis.]

[a) Élaboration et application d'initiatives appropriées d'allègement de la dette pouvant conduire à une solution durable du problème de la dette; – Présidence.]

[b) Amélioration de l'accès [des exportations de ces pays] aux marchés, notamment par l'élimination de certaines barrières commerciales et d'autres mesures protectionnistes, entre autres, grâce à un traitement franc de droits, à l'élimination des contingents et à l'octroi d'un traitement préférentiel à la quasi-totalité des produits en provenance de ces pays; à un traitement franc de droits et hors quota de la quasi-totalité des produits provenant des pays les moins avancés.]

Note : Le Japon a demandé que l'alinéa 87 b) initial ci-dessous soit retenu en attendant une confirmation finale :

[b) Amélioration de l'accès aux marchés pour leurs produits d'exportation [notamment par des mécanismes préférentiels permettant un traitement franc de droits et hors quota pour la quasi-totalité des produits provenant des pays les moins avancés – Japon];]

c) Soutien aux programmes destinés à aider ces pays à tirer pleinement parti du régime commercial multilatéral, aussi bien sur une base bilatérale que dans le cadre d'initiatives multilatérales, notamment par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale du commerce, du Centre du commerce international, de la CNUCED et d'autres organisations économiques régionales et sous-régionales concernées;

d) Mise en oeuvre de programmes d'ajustement structurel correspondant aux besoins de ces pays en encourageant des réformes économiques favorables à la croissance et à la dépaupérisation;

e) Appui, entre autres, aux initiatives prises pour encourager la création de fonds de capital-risque pour l'investissement dans ces pays dans des domaines conduisant au développement durable.

88. Aider les gouvernements des pays d'Afrique et des pays les moins avancés à accroître leur capacité de production et leur compétitivité grâce notamment à des politiques et des programmes d'appui à la diversification industrielle et agricole, à la création de réseaux de

coopératives d'entreprises, à la mise en place de systèmes publics et privés d'échanges d'informations, à la promotion des technologies et à l'encouragement des investissements nationaux et étrangers, notamment dans le domaine de la technologie.

[90. Demander aux gouvernements donateurs et aux organisations internationales d'encourager les investissements dans les infrastructures essentielles, notamment pour la reconstruction dans les situations d'après-conflit et de catastrophe naturelle, et inviter les gouvernements des pays d'Afrique et des pays les moins avancés à se servir des investissements dans l'infrastructure pour améliorer aussi l'emploi.] (confirmation finale à venir)

[90 bis. Proposer la création d'un fonds mondial de solidarité pour aider à l'élimination de la pauvreté et promouvoir le développement social dans des régions les plus défavorisées du monde, et encourager les efforts faits par la communauté internationale en faveur de l'établissement de ce fonds. – Groupe des 77; les États-Unis proposent la suppression de ce paragraphe.]

90 *ter*. Inviter le PAM et les autres organismes concernés à renforcer leurs projets de vivres contre travail dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire en particulier en Afrique, en tant que mesure importante pour agrandir ou rénover les infrastructures collectives nécessaires, créer des emplois et améliorer la sécurité alimentaire des ménages.

92. Renforcer l'appui à la coopération Sud-Sud en tant que moyen de promouvoir le développement en Afrique et dans les pays les moins avancés, en améliorant les investissements et le transfert de la technologie appropriée au moyen d'arrangements mutuels et en favorisant le développement régional des ressources humaines et des technologies, notamment par la création de centres de promotion de la technologie.

93. Appuyer les efforts accrus des gouvernements pour promouvoir et renforcer la mise en valeur des ressources humaines en Afrique et dans les pays les moins avancés, en partenariat avec la société civile, pour réaliser l'objectif d'une éducation de base de qualité pour tous, tout en continuant à investir dans l'enseignement secondaire et supérieur, avec une plus grande coopération de la communauté internationale.

[93 bis. Appuyer les efforts faits par les gouvernements pour allouer des ressources supplémentaires

à l'éducation et aux capacités de gestion du secteur de l'éducation, et améliorer les taux d'inscription dans les écoles, en particulier pour les filles et les femmes.]

[93 ter. Appuyer les mesures prises par les gouvernements pour encourager les Africains compétents et ayant reçu une bonne formation à rester dans la région et pour utiliser et accroître encore ces compétences.]

93 *quarter*. Exhorter les pays développés à s'efforcer d'atteindre aussitôt que possible l'objectif convenu de 0,15 à 0,20 % du produit national brut (PNB) pour l'aide publique au développement (APD) en faveur des pays les moins avancés.

[94. Donner la priorité aux pays les moins avancés [qui sont résolus à réduire la pauvreté et à procéder à des réformes économiques et sociales – Union européenne] [Groupe des 77 : supprimer] de la part de la communauté internationale, notamment des fonds et programmes de l'ONU et des institutions financières internationales et régionales, dans l'attribution des ressources à des conditions de faveur destinées aux activités de développement économique et social.]

94 *bis*. Encourager l'ONU et ses institutions à améliorer l'apport de coopération technique aux pays les moins avancés. À ce sujet, demander le renforcement du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés;

[95. Encourager les pays créanciers qui ne l'ont pas encore fait à convertir en dons le solde de la dette publique bilatérale des pays [les plus pauvres] [pauvres lourdement endettés – Union européenne] [et encourager tous les créanciers à [liquider] [annuler – Groupe des 77] l'ensemble de la dette des pays africains les plus pauvres et des pays les moins avancés – Union européenne, supprimer] [qui poursuivent des politiques judicieuses et se montrent résolus à procéder à des réformes et à réduire la pauvreté – Canada, Union européenne; suppression proposée par le Groupe des 77].]

Note : Les États-Unis et le Japon proposent de supprimer le paragraphe 95; la présidence propose d'examiner la question de la dette par rapport à tous les engagements avec l'aide d'un facilitateur.

[95. Encourager les pays créanciers qui ne l'ont pas encore fait à convertir en dons le solde de la

dette publique bilatérale des pays pauvres lourdement endettés; les pays bénéficiaires devraient veiller à ce que les fonds ainsi libérés aillent à la lutte contre la pauvreté et au développement social. – présidence]

96. Accorder une attention particulière aux pays les moins avancés, en particulier à ceux de l'Afrique subsaharienne, dans l'application de l'Initiative 20/20 en coopération avec la société civile, afin d'assurer l'accès aux services sociaux de base pour tous.

[97. [Souscrire pleinement aux][Intensifier les efforts pour donner une suite aux – États-Unis] [Souscrire à toutes les – Groupe des 77] recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général [A/52/871-S/1998/318] sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique [, en tenant compte du rapport qu'il établit entre la paix, la démocratie, les droits de l'homme et le développement [durable – États-Unis] afin de contribuer à la croissance économique et au développement en Afrique. – suppression proposée par le Groupe des 77]]

[97. Attendre les recommandations du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, et en demander l'application. – présidence]

97 *bis*. Encourager les 25 pays d'Afrique les plus touchés par le VIH/sida à se fixer des objectifs à atteindre dans des délais précis pour réduire les niveaux d'infection, – par exemple, la réduction de 25 % du taux d'infection chez les jeunes d'ici à 2005, et inviter ONUSIDA, en collaboration avec les organismes associés, à élaborer et proposer des moyens pour la mise en oeuvre d'une stratégie permettant d'atteindre ces objectifs.

98. Aider les gouvernements africains à développer et renforcer les programmes concernant les jeunes et le VIH/sida, en élaborant une stratégie collective avec la communauté des donateurs, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales, grâce à la constitution, au niveau national, de groupes de travail de jeunes afin de susciter les interventions multisectorielles nécessaires et les actions requises pour améliorer la sensibilisation et pour répondre aux besoins des jeunes ainsi qu'aux besoins des personnes vivant avec le VIH/sida et à ceux des orphelins du sida.

[99. Inviter [le secrétariat – Le Groupe des 77 propose de supprimer] ONUSIDA et les organismes associés à fournir un appui aux pays les plus gravement touchés par la pandémie de VIH/sida, en leur assurant l'attribution [et l'usage – Union européenne] de ressources [humaines et financières – suppression proposée par le Groupe des 77] [adéquates] [accrues – Saint-Siège] [notamment financières, et des médicaments à des prix raisonnables, et en élaborant une stratégie pour mobiliser des ressources pour les activités d'un programme destiné aux jeunes dans le cadre du Partenariat international contre le VIH/sida en Afrique – Groupe des 77] [en élaborant un ensemble d'indicateurs et d'outils de base permettant de suivre la mise en oeuvre générale des programmes à l'intention des jeunes, en regroupant les ressources pour augmenter les capacités par la création ou le renforcement de réseaux de ressources techniques aux niveaux national et régional ou la création de nouveaux réseaux, et en élaborant une stratégie de mobilisation des ressources pour les activités des programmes à l'intention des jeunes, dans le cadre du Partenariat international contre le VIH/sida en Afrique].]

[100 *bis*. Aider les gouvernements africains et les organisations de la société civile à fournir des services clefs pour la prévention du VIH/sida en matière de soins et de services d'appui, par exemple la distribution de préservatifs [pour les hommes et pour les femmes], la prévention et le traitement des infections transmises sexuellement [, y compris – États-Unis], la réduction des transmissions materno-fœtales, l'accès à des services de conseils et de dépistage facultatifs et confidentiels, un appui en faveur d'un changement de comportement et [la sécurité du sang] [particulièrement les comportements sexuels responsables [y compris l'abstinence, – suppression proposée par l'Union européenne et les États-Unis], et en assurant des réserves de sang non contaminées – Saint-Siège]. – Union européenne]

[101. Aider les pays africains et les pays les moins avancés [à créer des centres de recherche et développement - suppression proposée par les États-Unis] [à renforcer leurs capacités en matière de recherche et développement – États-Unis] dans le domaine [de la médecine] [de la santé publique – États-Unis, Union européenne], en particulier à intensifier les efforts [visant à mettre au point des

traitements, procurer des médicaments subventionnés, [y compris pour le VIH/sida – Union européenne], traiter les maladies transmissibles et infectieuses ou lutter contre leur propagation, [et] former des conseillers et du personnel médical [et réduire substantiellement le lourd tribut payé par les pauvres à des maladies qui les affectent de façon disproportionnée et qui sont elles-mêmes un facteur de pauvreté – États-Unis].]

Note : Le Groupe des 77 propose de remplacer le paragraphe 101 par le texte ci-dessous :

[101. Appuyer et aider les pays africains et les pays les moins avancés à créer des centres de recherche et développement dans le domaine de la médecine et de la santé publique, à intensifier leurs efforts visant à traiter les maladies transmissibles et infectieuses comme le paludisme et la tuberculose et lutter contre leur propagation, à procurer des médicaments à des prix abordables et à former des conseillers et du personnel médical. – Groupe des 77]

102. Encourager la communauté internationale à accorder son plein appui à la troisième Conférence sur les pays les moins avancés qui se tiendra en 2001 afin d'assurer l'efficacité et le succès de ses travaux.

Engagement 8

Faire en sorte que les programmes d'ajustement structurel qui pourraient être adoptés comportent des objectifs de développement social, en particulier l'élimination de la pauvreté, la promotion du plein emploi et de l'emploi productif et l'amélioration de l'insertion sociale :

103 *bis*. Encourager les institutions financières internationales et les gouvernements nationaux à adopter le principe de l'intégration des facteurs tant sociaux qu'économiques dans la conception des programmes d'ajustement structurel et de réforme.

103 *ter*. Veiller à ce que les programmes d'ajustement adoptés en réponse à des crises économiques, y compris ceux qui sont négociés entre des gouvernements nationaux et le Fonds monétaire international, n'entraînent pas de chute sensible de l'activité écono-

mique ou des coupes sombres dans les dépenses sociales.

[104. Encourager [les gouvernements, les partenaires sociaux et – Norvège] les institutions financières internationales à établir et à poursuivre un dialogue actif [,] [et – Norvège] constant [avec les gouvernements et les partenaires sociaux - suppression proposée par la Norvège] [et les organisations non gouvernementales – Union européenne] sur l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes d'ajustement et de réforme, afin d'assurer la pleine intégration des aspects sociaux et économiques [et, conformément à la Déclaration de Copenhague, qui protège les politiques et dépenses sociales] [en se mettant d'accord sur des cadres d'intervention et en protégeant les politiques et les dépenses sociales, conformément à la Déclaration de Copenhague – Union européenne].]

Note : L'Union européenne propose de remplacer le paragraphe 104 par le texte suivant :

[104. Encourager les gouvernements et les institutions financières à établir et poursuivre un dialogue actif et constant avec les acteurs concernés de la société civile sur l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes d'ajustement et de réforme, afin d'assurer une pleine intégration des aspects sociaux et économiques en s'efforçant de dégager un accord sur des cadres de travail et en protégeant les politiques et les dépenses sociales, conformément à la Déclaration de Copenhague.]

Note : Le Groupe des 77 propose de remplacer le paragraphe 104 par le texte suivant :

[104. Encourager les institutions financières à établir et poursuivre un dialogue actif et constant avec les gouvernements sur l'élaboration, la mise en oeuvre et la réforme des programmes d'ajustement, afin d'assurer une pleine intégration des aspects sociaux et économiques en s'efforçant de formuler des cadres de travail permettant de protéger les politiques et dépenses sociales, conformément à la Déclaration de Copenhague.]

[104. Encourager les institutions financières internationales à améliorer/renforcer le dialogue en cours avec les gouvernements sur la conception, la mise en oeuvre et la réforme des programmes d'ajustement, garantissant la pleine intégration des cadres sociaux et économiques de protection des

politiques et des programmes sociaux, pour que les pays s'approprient véritablement ces programmes et les opèrent; pareil dialogue bénéficierait de consultations entre les gouvernements et les acteurs et organismes concernés de la société civile et d'une plus grande ouverture des institutions financières internationales sur ces derniers. – présidence]

[104. Encourager les institutions financières internationales à tenir compte de la situation particulière des pays concernés lorsqu'elles appuient leurs programmes d'ajustement structurel. – Japon]

[104 bis. Encourager l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté à caractère national, conformes à la formule évolutive des notes de stratégie en matière de réduction de la pauvreté, pour servir à la fois de bases de référence pour le dialogue des gouvernements avec leurs partenaires de développement et d'instruments majeurs d'intégration des objectifs sociaux dans les stratégies nationales de développement. – Norvège, Canada; suppression proposée par le Groupe des 77]

105. Élaborer, en consultation avec la société civile, des politiques nationales qui prennent en compte les préoccupations des populations pauvres en incorporant des objectifs de développement social dans la formulation des programmes d'ajustement structurel, et notamment des stratégies de réduction de la pauvreté, et ceci en s'attachant particulièrement à :

a) Formuler des politiques économiques favorisant un accès plus facile et plus équitable à des revenus et à des ressources afin de promouvoir une croissance économique soutenue et un développement durable, en tirant pleinement parti des programmes économiques et sociaux visant une réduction de la pauvreté;

b) Mettre les dépenses essentielles de développement social, telles que définies par les gouvernements, à l'abri d'éventuelles compressions budgétaires, notamment en période de crise, et encourager les banques internationales de développement à appuyer les efforts déployés en ce sens sur le plan national;

[c) Garantir une bonne gouvernance, et notamment la transparence, la responsabilité redditionnelle, des procédures de contrôle et un suivi efficace des budgets; – États-Unis]

Note : Le Groupe des 77 a proposé le remplacement de l'alinéa c) du paragraphe 105 par le texte suivant :

[c) Assurer la transparence et la responsabilité redditionnelle de la part des gouvernements comme des institutions financières internationales pour rendre les programmes d'ajustement structurel plus efficaces;]

d) Veiller à ce que les services publics atteignent en priorité les personnes vivant dans la pauvreté et les groupes vulnérables, notamment en renforçant les programmes sociaux existants;

e) Mettre en oeuvre les politiques d'ajustement et de stabilisation de manière à assurer la protection des personnes vivant dans la pauvreté et des groupes vulnérables;

f) Préserver et accroître le capital social et resserrer le tissu social de la société;

[g) Envisager d'introduire un dispositif d'allègement de la dette comme élément des programmes d'ajustement structurel et de la mise en oeuvre de stratégies de réduction de la pauvreté en vue de réaliser les objectifs du développement social; – Groupe des 77]

Note : Le Japon propose de remplacer l'alinéa g) du paragraphe 105 par le texte suivant :

[g) Mettre intégralement et rapidement en oeuvre l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) afin d'alléger la dette des pays qui appliquent des stratégies de réduction de la pauvreté; – Japon, Union européenne]

[h) Assurer une bonne gouvernance, et notamment la transparence et le contrôle des budgets.]

Note : Le Groupe des 77 a fait savoir qu'il proposerait une autre formulation dans le contexte de l'alinéa c) du paragraphe 105.

106. Établir des mécanismes participatifs permettant d'évaluer l'impact social des programmes d'ajustement structurel et des réformes avant, pendant et après leur mise en oeuvre, en vue d'atténuer l'impact négatif de ces programmes et réformes et d'élaborer des politiques permettant d'en améliorer l'effet positif sur les objectifs de développement social. Les évaluations envisagées pourraient impliquer le concours et la coopération des organismes des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods, des banques de développement et des organisations de la société civile.

107. Renforcer les échanges d'informations et la coordination entre le Conseil économique et social et les organismes compétents des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods, en vue de promouvoir le développement social et de chercher les moyens d'atténuer les effets défavorables et d'accentuer les effets favorables des programmes d'ajustement structurel.

107 bis. Veiller à ce qu'il soit tenu compte de la problématique hommes/femmes dans la formulation et la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel.

Engagement 9
Accroître sensiblement
et/ou utiliser plus efficacement
les ressources affectées
au développement social,
en vue d'atteindre les objectifs
du Sommet grâce à une action
nationale et à la coopération régionale
et internationale :

107 ter. Recommander que la réunion intergouvernementale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon international prévue pour 2001 soit saisie de la question de la mobilisation de ressources nationales et internationales pour le développement social afin de faciliter la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Copenhague.

107 quater. Renforcer, sur demande et avec l'aide de la communauté internationale, les systèmes informatiques nationaux afin qu'ils produisent des statistiques fiables et ventilées en matière de développement social, et ceci pour évaluer l'impact des politiques sociales sur le développement économique et social et faire en sorte que les ressources économiques et sociales soient utilisées de façon rationnelle et efficace.

108. Entreprendre de mobiliser des ressources intérieures aux fins du développement social, conformément aux priorités et politiques nationales, notamment en :

a) Réorientant les fonds publics en direction du développement social, notamment en procédant à des réductions appropriées des dépenses militaires excessives, y compris les dépenses militaires mondiales

et le commerce des armes, ainsi que des investissements dans la production et l'acquisition d'armements, tout en tenant compte des besoins nationaux en matière de sécurité;

b) S'efforçant d'améliorer la rentabilité des dépenses sociales;

c) Renforçant les mécanismes et politiques visant à attirer et à gérer les investissements privés, ce qui permettrait de libérer et d'accroître les fonds publics affectés aux investissements sociaux;

d) Facilitant la participation et le partenariat actif de la société civile dans la prestation de services sociaux.

109. Compte tenu des défis que la mondialisation représente pour les pays en développement, aider les gouvernements, à leur demande, à élaborer les principes directeurs de politiques visant à générer sur le plan intérieur les recettes permettant de financer les services sociaux, la protection sociale et autres programmes sociaux, notamment par le biais de :

a) La promotion d'un élargissement équitable et progressif de l'assiette fiscale;

b) L'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale, y compris le recouvrement des impôts;

c) La recherche de nouvelles sources de recettes qui, en même temps, découragent la fraude;

d) Le recours à diverses formes d'emprunt public, y compris les émissions obligataires et autres instruments financiers, pour financer les travaux d'équipement.

110. Examiner d'autres moyens, au niveau national, de mobiliser des ressources supplémentaires aux fins du développement social, en prenant notamment les mesures suivantes :

a) Élargissement de l'accès des personnes vivant dans la pauvreté, et en particulier des femmes, au microcrédit et autres instruments financiers;

b) Promotion de la participation communautaire à la planification, à la mise en place et à l'entretien des infrastructures locales, par le biais de mécanismes comme les contrats communautaires pour les travaux à forte intensité de main-d'oeuvre;

c) Amélioration et restructuration, selon qu'il convient, des administrations fiscales et des systèmes d'imposition nationaux afin d'établir un régime équitable et efficace à l'appui des politiques et programmes de développement social et, entre autres, réduire l'évasion fiscale;

[d) Suppression, dans tous les pays où ils sont encore pratiqués, des abattements fiscaux pour paiements illicites à des agents publics étrangers, et recouvrement des actifs en cas d'acquisition illégale de fonds.]

[d) Appel à la communauté internationale pour qu'elle aide tous les pays qui s'efforcent de renforcer leur capacité institutionnelle pour prévenir la corruption passive et active, le blanchiment de l'argent et le transfert illégal de fonds. – Union européenne]

[d) Suppression des allègements fiscaux/des dépenses déductibles dans le cas de contrats étrangers obtenus par des moyens/paiements illégaux. – Présidence]

[111. Promouvoir, par le biais de l'action internationale, la mobilisation de ressources supplémentaires destinées au développement social, notamment en :]

Note : Les États-Unis proposent de remplacer le chapeau du paragraphe 111 par le texte suivant :

[111. Promouvoir, au niveau international, de nouveaux moyens de mobiliser des ressources supplémentaires destinées au développement social, notamment en encourageant une utilisation plus efficace des ressources existantes et en prenant diverses initiatives, notamment :]

Nouveau a) Mettre au point des dispositifs appropriés de coopération internationale en matière fiscale;

a) Examiner des formules permettant de répartir l'assujettissement des sociétés multinationales à l'impôt sur les bénéfices entre les diverses juridictions sous lesquelles elles opèrent;

b) Examiner des moyens de combattre le recours aux paradis fiscaux qui fragilisent les régimes fiscaux nationaux;

Note : L'Union européenne propose de remplacer l'alinéa c) du paragraphe 111 par le texte suivant :

[c) Améliorer les mécanismes existants permettant de stabiliser les revenus d'exportation de

produits primaires afin de répondre aux préoccupations profondes des pays en développement qui sont fortement tributaires de ces exportations;]

Note : Le Groupe des 77 a proposé de remplacer l'alinéa c) du paragraphe 111 par le texte suivant :

[c) Prendre des mesures pour stabiliser les prix des produits primaires sur les marchés internationaux, notamment en améliorant les mécanismes existants pour répondre aux préoccupations des pays en développement qui sont fortement tributaires des exportations de produits primaires;]

[d) Prévenir l'évasion fiscale et promouvoir les traités tendant à éviter la double imposition;] (*en attendant une confirmation définitive*)

e) Étudier les moyens d'accroître et d'élargir les flux de ressources financières, publiques et privées, à destination des pays en développement, et notamment des pays les moins avancés;

[e *bis*) Étudier plus avant les incidences d'une taxe sur les transactions en devises, notamment ses avantages et ses inconvénients;]

[e *bis*) Examiner plus avant l'idée d'une taxe sur les transactions en devises et ses incidences possibles; – Groupe des 77]

f) Étudier les moyens d'empêcher les transferts illégaux et d'y remédier ainsi que de rapatrier les fonds transférés illégalement dans les pays d'origine, et demander à tous les pays et toutes les entités concernées de coopérer en la matière. (Le Groupe des 77 accepte cet alinéa *ad referendum*.)

112. Encourager vivement une action internationale à l'appui des efforts déployés par les pays pour obtenir des ressources supplémentaires aux fins du développement social dans plusieurs domaines importants :

[a) Encourager les institutions et les pays créanciers à prendre des mesures afin de réaliser promptement des progrès vers un allègement de la dette plus rapide, plus large et plus important [accepté – Union européenne] dans le cadre de l'Initiative [renforcée – Union européenne] en faveur des pays pauvres fortement endettés, [notamment en assouplissant les conditions à remplir – suppression proposée par les États-Unis et le Japon; suppression proposée par l'Union européenne si le terme « renforcée » est utilisé] et par d'autres moyens permettant [d'aider ces pays] [à sortir de

façon permanente – États-Unis – du [processus de rééchelonnement et à se dégager – suppression proposée par les États-Unis] de charges de la dette insoutenables [à l'intention des pays les plus pauvres qui appliquent avec succès des réformes économiques et font le nécessaire pour garantir une bonne conduite des affaires publiques – États-Unis]. Les ressources ainsi libérées [, ainsi que d'autres ressources disponibles – États-Unis] devraient servir à [financer le développement social, et en particulier l'atténuation de la pauvreté] [l'atténuation de la pauvreté, y compris à des fins de développement social – Union européenne];]

Note : Le Groupe des 77 propose de remplacer l'alinéa a) du paragraphe 112 par le texte suivant :

[a) Encourager les institutions et pays créanciers à prendre des mesures afin de réaliser promptement des progrès vers l'allègement de la dette plus rapide, plus large et plus important dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres fortement endettés, notamment en assouplissant les conditions à remplir et par d'autres moyens, afin de contribuer à l'allègement de la dette des pays auxquels s'adresse l'Initiative;]

b) Renforcer la capacité institutionnelle des pays en développement en matière de gestion de la dette, en engageant la communauté internationale à soutenir les efforts déployés à cette fin et en soulignant à cet égard l'importance d'initiatives telles que le système de gestion de la dette et d'analyse financière et le programme de renforcement des capacités en matière de gestion de la dette;

[b *bis*) Prendre des mesures face à la question de l'endettement des pays en développement à revenu intermédiaire en vue de résoudre les problèmes que le remboursement de la dette leur posera à long terme; – Groupe des 77]

[c) Demander instamment aux pays donateurs de prendre les dispositions nécessaires pour inverser la tendance à la diminution de l'APD; ceux-ci [devraient – suppression souhaitée par le Groupe des 77] [s'efforcer – Japon, États-Unis, Union européenne] d'atteindre l'objectif convenu de 0,7 % du PNB pour l'ensemble de l'APD [dès que possible] [d'ici à 2005 – Groupe des 77];]

[d) Encourager les pays donateurs et les pays bénéficiaires intéressés, sur la base d'un engagement

mutuel, à appliquer pleinement l'Initiative 20/20 conformément aux documents adoptés par consensus à Oslo et à Hanoï, afin d'assurer un accès universel aux services sociaux de base;] *(en attendant confirmation définitive)*

[e) Accorder des taux d'intérêt préférentiels pour les programmes et projets de développement social comme indication de la détermination des pays créanciers à contribuer à la réalisation des objectifs de développement social; – Groupe des 77]

Note : Les États-Unis, le Japon et l'Union européenne proposent la suppression de l'alinéa e) du paragraphe 112.

[f) Continuer à fournir un soutien et une assistance aux pays en développement sans littoral [et de transit – l'Union européenne, les États-Unis souhaitent supprimer ce terme] qui s'efforcent de mettre en oeuvre les résultats du Sommet, en accordant une attention particulière à leurs besoins et problèmes spécifiques; – Groupe des 77]

g) Mettre en oeuvre les engagements concernant les besoins et faiblesses spécifiques des petits États insulaires en développement, notamment en leur fournissant des moyens efficaces, et en particulier des ressources adéquates, prévisibles, nouvelles et additionnelles pour financer les programmes de développement social conformément au Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et aux résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen du Programme d'action, ainsi que sur la base des dispositions pertinentes de ce dernier.

[114. Améliorer les méthodes visant à contrôler et à superviser [suivre] l'utilisation des fonds disponibles, y compris l'utilisation transparente des fonds dans les activités de développement et les programmes de coopération de tous les pays, organismes, institutions, en vue de mieux cibler l'emploi de ces fonds au profit [des groupes qui ont des besoins particuliers] [des besoins particuliers des pays vulnérables et désavantagés – Saint-Siège].– Union européenne, États-Unis]

Note : Le Groupe des 77 propose de remplacer les paragraphes 114 et 114 bis par le texte suivant :

[114. Accroître la transparence et la responsabilisation [y compris par des méthodes améliorées de suivi des dépenses, – États-Unis, Union européenne]

dans l'utilisation des ressources, y compris celles de l'APD, destinées au développement social, afin d'en garantir un emploi plus efficace et efficient. – Groupe des 77]

Note : L'Union européenne, les États-Unis souhaitent que le paragraphe 114, sous sa forme modifiée, remplace l'actuel paragraphe 114.

[114 bis. Encourager les gouvernements des pays en développement, les organisations bilatérales et multilatérales de donateurs et la société civile à coopérer à la mise au point et l'application d'approches sectorielles dans les domaines de la santé et de l'éducation, de sorte à garantir que les gouvernements concernés en aient la maîtrise et à assurer une utilisation plus efficace et efficace des ressources nationales et de l'APD. – Union européenne]

Engagement 10 Améliorer et renforcer, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions multilatérales, le cadre de coopération internationale, régionale et sous-régionale aux fins du développement social, dans un esprit de partenariat :

115. Élaborer, renforcer et rendre plus efficaces les indicateurs utilisés au niveau national pour évaluer et orienter le développement social, en collaboration avec des établissements de recherche et la société civile, selon qu'il conviendra. Il s'agira à l'occasion d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant d'évaluer, entre autres, l'incidence des politiques sur les plans social et de l'égalité entre les sexes. En outre, élaborer et renforcer des systèmes nationaux d'information afin de produire des statistiques fiables sur le développement économique et social. **[Tous les systèmes de données devraient garantir la fourniture de données ventilées par âge et par sexe, indispensables pour concrétiser les politiques en stratégies qui tiennent compte de l'âge et du sexe. (Note : si un accord intervient au sujet du paragraphe 72 quater, cette dernière phrase ne sera pas nécessaire).]** Les institutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et autres institutions intéressées devraient soutenir, sur demande, ces efforts nationaux.

[116. Inviter les organismes du système des Nations Unies, en particulier le Conseil économique et social et ses instances subsidiaires, en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes, à identifier un nombre restreint d'indicateurs communs, qualitatifs et quantitatifs, parmi ceux qui sont actuellement acceptés et largement utilisés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, à partir de la liste des indicateurs communs d'évaluation des pays et en se fondant le plus possible sur les indicateurs internationaux du développement, afin de déterminer dans quelle mesure la réalisation des objectifs de développement convenus internationalement a progressé - Union européenne]

Note : Le Groupe des 77 propose de remplacer le paragraphe 116 par le texte suivant :

[116. Inviter les organismes des Nations Unies travaillant dans le domaine du développement social, selon que de besoin et en consultation avec les gouvernements, à recueillir des informations sur les indicateurs sociaux couramment utilisés au niveau national [pour aider les gouvernements à mettre au point leurs politiques sociales].]

Note : La Nouvelle-Zélande propose la suppression du paragraphe 116.

117. Renforcer la coopération au niveau régional, notamment en :

a) Encourageant le dialogue entre groupes et organisations régionaux et sous-régionaux;

b) Demandant aux commissions régionales de commencer ou de poursuivre l'évaluation de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Copenhague et des nouvelles initiatives prises par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire;

c) Encourageant la mise en oeuvre de programmes de développement social régionaux là où ils existent; encourageant les pays bénéficiaires, les gouvernements et les organismes donateurs ainsi que les institutions financières multilatérales à tenir davantage compte des programmes régionaux de développement social des commissions régionales et des organisations régionales et sous-régionales, notamment dans leurs politiques et leurs programmes de financement.

118. Renforcer davantage le rôle du Conseil économique et social en tant qu'organisme responsable au pre-

mier chef de la coordination de l'action menée au niveau international pour donner suite aux conférences et sommets des Nations Unies, notamment par les mesures ci-après :

a) Favoriser des relations de travail plus étroites entre les fonds, les programmes et les institutions spécialisées des Nations Unies;

[b) Ajouter au programme de travail des réunions de haut niveau entre le Conseil économique et social et les institutions de Bretton Woods l'examen de l'application par ces institutions des accords adoptés par les conférences et sommets des Nations Unies;]

Note : Les États-Unis proposent la suppression de l'alinéa 118 b).

[c) Encourager une coopération continue entre le Conseil économique et social et les institutions de Bretton Woods, en particulier la tenue de réunions conjointes avec le Comité du développement, le Comité monétaire et financier international, l'Organisation mondiale du commerce et la CNUCED, [afin que les résolutions pertinentes de l'ONU portant sur des problèmes économiques et sociaux ainsi que les objectifs et les grandes orientations des conférences et sommets des Nations Unies soient dûment pris en compte par ces institutions. Le Comité administratif de coordination (CAC) devrait fournir une assistance dans ce processus] [afin que les objectifs et les grandes orientations des conférences et sommets des Nations Unies soient dûment pris en compte par ces institutions et que d'autres questions économiques et sociales pertinentes soient examinées de sorte à encourager une plus grande cohésion dans la façon de les traiter - Union européenne].]

[119. Renforcer la coopération au sein du système multilatéral [afin d'élaborer des principes sains de politique sociale - Union européenne] afin d'échanger l'information sur les normes existantes élaborées au niveau international et les bonnes pratiques en matière de politiques sociales et de rendre cette information plus accessible à tous les acteurs. - Union européenne]

Note : Le Groupe des 77 propose la suppression du paragraphe 119.

[120. Établir et renforcer des voies de dialogue avec les institutions et les organes des secteurs financier

et industriel, à l'intérieur et à l'extérieur des administrations publiques, notamment avec les principales banques centrales et les principaux organes du secteur industriel. – Groupe des 77]

Note : Les États-Unis et l'Union européenne proposent la suppression du paragraphe 120.

[121. Promouvoir la coopération Sud-Sud, notamment la coopération économique et technique, et appuyer la mise en place de mécanismes triangulaires par lesquels les pays donateurs fourniraient un appui approprié [, y compris en envisageant la création d'un fonds d'affectation spéciale généralisé, alimenté par des contributions volontaires].

[122. Promouvoir la réalisation complète du droit au développement, inscrit dans la Déclaration sur le droit au développement et réaffirmé par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, de manière à ce que les problèmes de développement social soient pleinement pris en compte et intégrés dans le débat international.]

[123. Réformer la structure financière internationale, y compris en réexaminant le système actuel des droits de vote au FMI. – Groupe des 77]

Note : Les États-Unis proposent de remplacer le paragraphe 123 par le texte suivant :

[123. Poursuivre la réforme du système financier international, notamment pour remédier à la faiblesse des politiques et des institutions dans de nombreux pays en développement et à l'importance insuffisante accordée au risque par les banques et les investisseurs dans les pays industrialisés.]

Note : La Norvège propose de remplacer le paragraphe 123 par le texte suivant :

[123. Poursuivre les travaux portant sur une vaste gamme de réformes afin de créer un système financier international renforcé.]

[124. Promouvoir une approche globale du développement centré sur l'être humain qui tienne compte de l'APD, et d'autres éléments, notamment, entre autres, la conduite [satisfaisante/transparents et responsable] des affaires publiques, [d'autres sources de financement, y compris l'investissement privé et le commerce/un régime commercial équitable], [l'accès aux marchés internationaux], l'investissement privé, la dette [l'allègement de la dette] et le transfert de technologie. [Les cadres de dévelop-

pement existants qui prévoient une approche intégrée devraient être appuyés.]]

125. Envisager la création, selon qu'il convient, de mécanismes nationaux, lorsqu'ils n'existent pas encore, pour l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Copenhague et des nouvelles initiatives qui seront adoptées lors de la session extraordinaire.

[126. Inviter les parlementaires [les membres des assemblées législatives nationales] à [veiller à la réforme législative/adopter des mesures législatives – États Unis] pour assurer la sensibilisation accrue nécessaire à l'application des engagements pris au Sommet mondial pour le développement social et des nouvelles initiatives énoncées dans le présent document, et encourager l'Union interparlementaire à contribuer à ces efforts.]

[128. Inviter le Conseil économique et social à regrouper les initiatives en cours et les mesures énoncées dans la Déclaration et le Programme d'action de Copenhague, et à la faveur de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006), ainsi que les recommandations figurant dans le présent document [afin de lancer une campagne mondiale à [un niveau politique élevé] [tous les niveaux – Groupe des 77], pour [mettre fin à] [éliminer – Groupe des 77] la pauvreté].]

[129. Prendre [nous-mêmes – Groupe des 77] des engagements et encourager toutes les organisations, institutions, collectivités et particuliers à prendre de nouvelles mesures déterminées et soutenues en vue d'appliquer ces décisions et de réaliser [les engagements pris dans] [les objectifs de – Groupe des 77] la Déclaration [et du Programme d'action – Groupe des 77] de Copenhague [et décider de convoquer un deuxième Sommet mondial pour le développement social en 2005 afin d'examiner les progrès et de définir des initiatives supplémentaires. – Le Groupe des 77 propose de supprimer; les États-Unis proposent de remplacer par le texte suivant « et convenir de procéder régulièrement à l'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action de Copenhague en vue de réunir toutes les parties concernées en 2005 pour faire le point des progrès réalisés et examiner les initiatives, selon qu'il conviendra, 10 ans après l'adoption du Programme d'action »].]

Note : Les États-Unis ont proposé le libellé suivant pour le paragraphe 129 :

[129. Nous engager et encourager tous les autres acteurs concernés à continuer de prendre des mesures résolues et soutenues pour donner suite aux engagements pris dans la Déclaration et le Programme d'action de Copenhague et aux décisions de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui se tiendra à Genève, et prier le Conseil économique et social d'évaluer régulièrement, par l'intermédiaire de la Commission du développement social, l'application future des engagements pris à Copenhague et des décisions de la session extraordinaire tenue à Genève, sans exclure la possibilité de réunir, lorsqu'il y aura lieu, toutes les parties concernées pour évaluer les progrès réalisés et envisager de nouvelles initiatives.]
